

# RENFORCEMENT DE LA NUTRITION

**RAPPORT D'AVANCEMENT DU MOUVEMENT SUN  
2011-2012**



**Septembre 2012**

Le présent rapport a été produit par le Secrétariat du Mouvement SUN qui tient à saluer et à remercier tous ceux qui ont élaboré des documents pour ce rapport et qui ont participé à la rédaction de certaines sections et à l'édition du texte. Sans leur contribution, ce rapport n'aurait pu voir le jour. Le Secrétariat salue l'énorme travail effectué par les points focaux des pays SUN qui ont très généreusement donné de leur temps ainsi que l'aimable attention des coordonnateurs du réseau SUN. Nous remercions également les nombreux membres du Groupe Principal pour leurs inestimables perspectives.

La présente publication a été élaborée avec l'aide de la Fondation Bill et Melinda Gates, du Canada, de l'Union européenne, de la France, de l'Irlande, de l'Italie, de la Suisse, du Royaume-Uni et du Comité permanent de la nutrition de l'ONU. Son contenu relève de la seule responsabilité du Secrétariat du Mouvement SUN et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue des donateurs et des organisations apportant leur contribution au Secrétariat du Mouvement SUN.

**SECRETARIAT DU MOUVEMENT SUN**

**Téléphone : +41 22 917 1189**

**[www.scalingupnutrition.org](http://www.scalingupnutrition.org)**

# RENFORCEMENT DE LA NUTRITION



**RAPPORT D'AVANCEMENT DU MOUVEMENT SUN  
2011-2012**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉFACE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL</b> .....	4
<b>RÉSUMÉ DIRECTIF</b> .....	6
Pourquoi parler de nutrition maintenant ? .....	6
Résultats, résultats, résultats .....	7
<b>CHAPITRE 1 : ÉVOLUTION DU MOUVEMENT</b> .....	10
Le Mouvement SUN au fil des années .....	11
Un mouvement unique en son genre .....	13
<b>CHAPITRE 2 : PROGRÈS DES PAYS</b> .....	16
2.1 Définir les indicateurs de la réussite .....	16
Indicateur I. Rassembler les personnes autour d'une marge de manœuvre commune .....	17
Indicateur II. Garantir une structure politique et juridique cohérente. ....	20
i) Politique et stratégie en matière de nutrition .....	20
ii) Mise à jour des politiques et stratégies de secteur relatives à la nutrition .....	20
iii) Législation en matière de nutrition .....	21
Indicateur III. Aligner les programmes sur des objectifs communs. ....	23
i) Interventions axées sur la nutrition. ....	23
ii) Stratégies sectorielles en faveur de la nutrition .....	25
Indicateur IV. Assurer le suivi financier et la mobilisation des ressources .....	28
2.2 Progrès des pays dans le renforcement de la nutrition .....	29
Avancement des pays SUN par indicateurs clés. ....	30
Stades d'avancement des pays SUN .....	31
Exemples de la manière dont les stades d'avancement des pays SUN peuvent être mesurés et comptabilisés. ....	32
2.3 Mesurer les résultats en matière de nutrition .....	34
i) Retard de croissance chez les enfants .....	35
ii) Émaciation chez les enfants .....	37
iii) Allaitement exclusif des nourrissons jusqu'à l'âge de six mois .....	39

<b>CHAPITRE 3 : LE PROGRÈS MONDIAL</b> . . . . .	41
Un nouveau modèle d'intendance . . . . .	41
De la feuille de route au cadre stratégique . . . . .	42
i) Mettre en place un cadre de résultats et de responsabilisation solide . . . . .	42
ii) Partager les meilleures pratiques . . . . .	42
iii) Souligner l'importance de l'investissement . . . . .	42
iv) Suivre les investissements financiers en matière de nutrition et prôner une augmentation des ressources . . . . .	43
v) Prôner la parité et l'émancipation de la femme . . . . .	43
vi) Mobilisation et communication . . . . .	45
vii) Se rassembler autour des principes de SUN . . . . .	45
SUN et les autres initiatives internationales en matière de nutrition . . . . .	46
<b>CHAPITRE 4 : CONSTRUCTION DES RÉSEAUX SUN</b> . . . . .	49
Des groupes de travail aux réseaux . . . . .	49
i) Réseau de pays . . . . .	50
ii) Réseau de la société civile . . . . .	51
iii) Réseau d'entreprises privées . . . . .	52
iv) Réseau de donateurs . . . . .	54
v) Réseau des Nations Unies . . . . .	55
Autres groupes de parties prenantes . . . . .	57
a) Mobilisation et communication . . . . .	57
b) Connaissance et recherche . . . . .	58
<b>CHAPITRE 5 : LA VOIE À SUIVRE</b> . . . . .	59
Continuer sur notre lancée . . . . .	59
Mettre en avant nos réalisations . . . . .	59
Maintenir le consensus . . . . .	60
ANNEXE 1 : Code international de commercialisation des substituts du lait maternel . . . . .	62
ANNEXE 2 : Cadre juridique de la maternité . . . . .	63
ANNEXE 3 : Situation relative à l'enrichissement de la farine . . . . .	65
ANNEXE 4 : Cadre politique et juridique relative au renforcement de la nutrition . . . . .	66
ANNEXE 5 : Groupe Principal SUN . . . . .	68

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

### PRÉFACE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Il y a deux ans, un groupe restreint mais déterminé de politiciens et de nutritionnistes a lancé un mouvement appelé « Scaling Up Nutrition » (SUN, Renforcement de la nutrition) avec l'objectif ambitieux de révolutionner la manière dont le monde répond au problème de la sous-nutrition.

Ce tournant prenait forme depuis l'année 2008 au cours de laquelle une crise alimentaire mondiale avait amené les dirigeants à s'interroger sur les causes de la crise et sur les changements qui devaient être apportés à notre approche.

Le Mouvement SUN a répondu à l'appel sans entraîner la création d'une institution, d'un fonds ou d'un programme. Au lieu de cela, nous avons proposé une toute nouvelle méthode de travail. Le Mouvement SUN est dirigé par les pays et fondé sur des données probantes. Il a rallié les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les donateurs internationaux pour faire progresser des objectifs fixes en matière de renforcement de la nutrition.

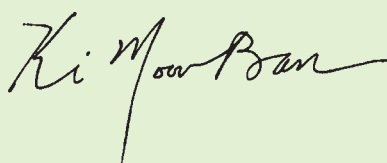
En supprimant les barrières entre les différentes disciplines, SUN galvanise les experts de l'agriculture, de la santé, de la protection sociale et de la finance. Le mouvement a réussi à démontrer qu'une bonne nutrition ne passe pas seulement par une nourriture plus saine, même si celle-ci est nécessaire. Elle ne consiste pas non plus simplement à garantir un service de santé de qualité, même s'il est aussi nécessaire. Enfin, elle ne requiert pas non plus uniquement une législation solide sur le travail, la sensibilisation des négociés alimentaires à la question de la nutrition ou un assainissement efficace. Le Mouvement SUN a démontré qu'une bonne nutrition ne peut être obtenue que lorsque tous ces éléments sont rassemblés dans le cadre d'un programme cohésif.

Deux ans plus tard, le mouvement s'accélère. Vingt-huit pays placent aujourd'hui la nutrition au cœur de leur approche du développement. Ils adoptent des lois qui appuient cette priorité, débloquent des fonds et développent des plateformes d'action entre les différents secteurs. Ils rallient tous les acteurs pour concrétiser des objectifs communs.

Au début de cette année, vingt-sept dirigeants issus du monde des entreprises, des gouvernements et de la société civile ont décidé de former un « Groupe Principal » en vue de guider le processus. La communauté internationale doit adopter en septembre une nouvelle stratégie pour renforcer la nutrition dans le monde entier.

Dans un monde d'opulence, aucun individu ne doit être sous-alimenté. Les coûts en termes de souffrance humaine et de sous-développement national sont trop élevés. Je tiens à féliciter SUN pour ses accomplissements remarquables dans la réponse mondiale à ce problème et j'exhorte un plus grand nombre de pays à rejoindre le mouvement.

Le Mouvement SUN offre à des centaines de millions d'enfants l'opportunité de vivre des vies plus saines, plus longues et plus productives. Pour eux et pour les générations futures, nous devons faire de cette opportunité une réalité.

A handwritten signature in black ink, reading "Ki Moon Ban". The signature is fluid and cursive, with the first name "Ki" and last name "Ban" being more prominent than the middle name "Moon".

BAN Ki-moon

## RÉSUMÉ DIRECTIF

### Pourquoi parler de nutrition maintenant ?

En mai 2012, un comité constitué des plus grands économistes au monde a publié les conclusions d'une année de recherche dans le cadre d'un projet auquel ont contribué plus de 65 chercheurs du monde entier. Les conclusions peuvent se résumer ainsi : dépenser un dollar pour améliorer la nutrition de jeunes enfants contribue plus au bien de l'humanité qu'aucune autre forme d'investissement.

Fort de cette conclusion, le groupe d'experts 2012 du Consensus de Copenhague a lancé un appel à l'action dénué d'ambiguïté : « La lutte contre la malnutrition doit constituer la priorité principale des décideurs et des philanthropes. »

Cette prise de position est audacieuse mais elle est coïncide avec l'émergence d'un nouveau mouvement dans les pays du monde entier qui donne à la nutrition la prééminence qui lui est due.

Pour de nombreux militants et nutritionnistes, cela marque l'apogée d'une longue lutte solitaire visant à convaincre les décideurs que la sous-alimentation constitue le fondement de la souffrance humaine car elle met en branle un engrenage interminable de préjudices au coût irréversible non seulement pour le bien-être des individus mais également pour la prospérité des nations.

Pendant trop longtemps, les gouvernements et les agences de développement ont considéré la sous-nutrition sous des angles tout à fait différents : l'incapacité à produire suffisamment de nourriture, la pauvreté générale ou la négligence maternelle. Ils pensaient qu'une plus grande production de nourriture ou l'augmentation de la prospérité économique entraînerait automatiquement l'amélioration de la nutrition. Cependant, le Consensus de Copenhague ainsi que de nombreux travaux de recherche à l'influence

grandissante ont rendu cette prise de position de plus en plus insoutenable. La nutrition est un concept beaucoup plus large qui englobe de nombreuses sphères d'activité et, sans l'adoption d'une approche globale, des millions de personnes ne pourront pas jouir d'une vie saine et productive.

Le Mouvement SUN est à la fois une réponse à ce changement de perspective et un catalyseur d'action. Le présent rapport d'avancement, qui couvre la période comprise entre septembre 2011 et septembre 2012, démontre certains des changements extraordinaires qui ont eu lieu dans ces vingt-huit pays participants lorsqu'ils ont placé la nutrition au premier rang de leurs priorités et forgé des coalitions volontaires avec plusieurs acteurs du changement.

**« Au fil des années, le Nigéria a reconnu le rôle de la nutrition dans la question du développement et s'est engagé à agir contre le niveau inacceptable de malnutrition qui affecte les enfants de moins de cinq ans de ce pays. »**

Professeur C.O. Onyebuchi Chukwu,  
Ministre de la Santé du Nigéria,  
novembre 2011



## Résultats, résultats, résultats

Depuis 2010, les acteurs du Mouvement SUN ont compris que les belles paroles ne suffisent pas. Pour prouver sa valeur, le Mouvement doit présenter des résultats. Bien qu'il soit trop tôt pour établir un lien entre la croissance du Mouvement et l'amélioration des indicateurs nutritionnels (un lien qui pourra être établi après trois et cinq ans), de nets résultats commencent à se profiler.

Au cours de l'année dernière, les pays SUN participants ont été témoins d'une augmentation spectaculaire à la fois du soutien politique à la nutrition au plus haut niveau et du rassemblement de plusieurs groupes de personnes autour d'objectifs communs. Ils se sont fixé des objectifs précis en matière de nutrition et ont renforcé leurs programmes et mis en place les ressources nécessaires.

Les nutritionnistes et les autres experts interrogés dans le cadre de ce rapport décrivent ces développements comme de réelles percées qui sont d'autant plus remarquables si l'on tient compte du peu d'attention qui leur a été accordée au cours des décennies précédentes.

L'année 2011-2012 constitue une période historique pour le Mouvement pour le Renforcement de la nutrition. En 2010, c'était une idée qui montait en puissance, certes, mais ce n'était encore essentiellement qu'une idée. En 2011, l'idée a pris forme. Aujourd'hui, le projet de renforcement de la nutrition est une réalité et l'élan qu'il représente est évident pour tous.

En 2012, la nutrition est apparue sous les feux de l'actualité et devenue un objectif central des stratégies économiques et de développement national. Un nombre croissant de présidents et de premiers ministres sont devenus de fervents défenseurs de la nutrition. Ils ont notamment créé des unités spécialisées dans leur cabinet et demandé à ce qu'il leur soit personnellement rendu compte de la situation.

Des dirigeants du monde entier, comme le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, le président des États-Unis Barack Obama et le pape Benoît XVI, parlent de la nutrition dans les plus hautes sphères internationales, lors des forums décisionnaires les plus proéminents, tels que le G8, le G20 et la Conférence sur le développement durable Rio+20, et lors des principaux événements culturels et sportifs, tels que les Jeux olympiques de Londres.

En résumé, 2012 est l'année pendant laquelle la sous-nutrition chronique est sortie de l'ombre pour devenir une question centrale et de nombreux mécanismes ont été mis en place, souvent pour la toute première fois, pour mettre fin à ses effets débilissants.

Le **chapitre 1** du présent rapport donne un aperçu du Mouvement SUN et de ses principes d'engagement. Il cherche à expliquer la signification du mouvement et à identifier ses principales caractéristiques en contraste avec les formes plus traditionnelles d'organisation internationale.

*« L'Indonésie est fière de ce qu'elle a accompli dans le cadre de la lutte contre la sous-nutrition mais nous savons qu'il nous reste encore beaucoup à faire. L'Indonésie reconnaît la possibilité d'utiliser le cadre SUN pour répondre de manière efficace aux défis de la malnutrition et à son impact sur l'économie et le développement du pays. »*

Dr Endang Rahayu Sedyaningsih,  
Ministre de la Santé de l'Indonésie,  
janvier 2012

**« La Gambie est bien partie pour réaliser des progrès importants en matière de nutrition à travers des cadres derésultats partagés, des cadres de responsabilisation, des systèmes de mesure transparents ainsi qu'un suivi du financement et des investissements qui favorisent la participation totale de toutes les parties prenantes clés du pays. »**

Dr Isatou Njie-Saidy,  
Vice-Président de la Gambie,  
juillet 2012

Le **chapitre 2** forme le cœur de notre analyse et offre un aperçu préliminaire des progrès par pays selon quatre indicateurs ainsi que de la position actuelle des indicateurs de malnutrition au niveau mondial.

Il propose un mécanisme pour guider, étape par étape, l'évolution générale de chaque pays membre de SUN vers un environnement politique efficace centré sur la nutrition. Ce mécanisme fera l'objet de nombreux questionnements mais les membres de SUN soutiennent ce développement échelonné et le considèrent comme un outil essentiel de mesure des progrès.

Le **chapitre 3** étudie le développement de SUN au niveau mondial, et plus particulièrement la constitution d'un Groupe Principal influent dont la direction et le plaidoyer à un haut niveau sont cruciaux pour la continuité de l'élan politique. Le rapport présente les perspectives de plusieurs des membres du Groupe Principal et reflète ainsi la diversité de leur expérience. Il explore également sept domaines clés qui ont guidé l'évolution de la stratégie de SUN.

Le **chapitre 4** suit le développement des réseaux SUN qui s'efforcent de rassembler les membres de groupes spécifiques de même sensibilité pour qu'ils partagent leur expérience et leurs informations et motivent le changement.

Le **chapitre 5** donne un bref aperçu des difficultés principales à venir.

Le présent rapport est conçu pour être lu conjointement avec les informations détaillées sur les progrès de chaque pays SUN. Ces données sont disponibles sur le nouveau site Web de SUN qui doit être inauguré en septembre 2012.

## **PERSPECTIVES**

### **La crise silencieuse, Anthony Lake**

Nous faisons face à une crise qui ne fait pas la une de l'actualité et n'alimente pas les conversations. Elle touche 180 millions d'enfants de moins de cinq ans. Bien qu'elle constitue un immense frein au développement, elle porte également en elle-même les meilleures opportunités de la résoudre.

Cette crise silencieuse de la malnutrition est connue sous le nom de « retard de croissance ».

Le retard de croissance provient d'un déficit nutritionnel chronique durant les mille premiers jours de la vie d'un enfant, de la grossesse à l'âge de 2 ans. Les préjudices alors causés au développement physique et cognitif d'un enfant sont irréversibles.

La Banque mondiale estime que les pays touchés par le retard de croissance et les autres formes de sous-nutrition perdent au moins 2 à 3 pour cent de leur produit intérieur brut et des milliards de dollars en salaires et dépenses médicales évitables.

Ensemble, nous pouvons empêcher le retard de croissance. Les solutions sont simples et économiques : utilisation de micronutriments, programmes communautaires de nutrition, allaitement, bonne alimentation de l'enfant...

Le Mouvement pour le Renforcement de la nutrition concentre son attention et son action sur la sous-nutrition. À ce jour, les dirigeants de vingt-huit nations en développement se sont engagés à réduire la sous-nutrition dans leur pays.

En lisant les défis qui sont décrits dans le présent rapport d'avancement, rappelez-vous qu'ils représentent également des opportunités, ainsi que des responsabilités. En effet, lorsque les solutions sont si faciles d'accès, nous avons le devoir moral de faire tout ce que nous pouvons, pour le bien de nos enfants, de nos communautés et de nos pays.

## CHAPITRE 1 : ÉVOLUTION DU MOUVEMENT

Au lendemain de la crise alimentaire de 2008, un petit groupe déterminé de nutritionnistes a décidé qu'il était temps de se réunir et d'adopter une approche commune. Grâce à un nombre croissant de données probantes, il a pu convaincre des dirigeants politiques du monde entier de s'attaquer à la sous-nutrition infantile, un défi qui rassemblait toutes les pièces disparates du puzzle de la nutrition en un tout cohérent.

Au lieu de créer une nouvelle institution, un nouveau fonds ou un nouveau programme, le groupe a lancé un mouvement mondial appelé « Scaling Up Nutrition » (SUN, Renforcement de la nutrition). Guidé par un cadre et une feuille de route, le Mouvement a appelé à l'établissement partout dans le monde de réseaux unis autour de principes communs ralliant l'ensemble des acteurs dont le travail a un impact sur la nutrition. Le Mouvement avait un objectif clair : améliorer la nutrition des enfants pendant les mille premiers jours de leur vie (de la grossesse à l'âge de deux ans) en raison de l'importance capitale de cette période de la vie sur le reste de l'existence de l'individu.

**« Nous continuerons de nous concentrer sur la nutrition, en particulier pour les jeunes enfants, car nous savons qu'une mauvaise nutrition peut appauvrir toute une vie. »**

Barack Obama,  
Président des États-Unis d'Amérique,  
mai 2012

Une organisation différente a été adoptée car il fallait s'adapter à un monde en évolution dans lequel les solutions ne sont pas imposées mais basées sur un partenariat, afin de rassembler les groupes civiques, les entreprises privées, les donateurs, les institutions internationales et les gouvernements, de toutes les disciplines et de tous les secteurs et d'apporter son soutien aux politiques et aux plans nationaux sur la nutrition.

L'organisation devait être adaptable et flexible mais également s'appuyer sur la réalité et les résultats, des critères mesurables non par le nombre de réunions organisées mais par leur issue et leur impact. L'approche du mouvement devait être fermement fondée sur des données probantes :

- des données probantes scientifiques démontrant quelle approche est efficace dans l'amélioration de la nutrition ;
- des données probantes financières démontrant en quoi le renforcement de la nutrition est un bon investissement pour le bien-être économique d'un pays et quel type d'investissement est efficace ;
- des données probantes politiques démontrant comment rassembler des groupes divers autour d'une cause commune.

Le Mouvement a vu le jour en septembre 2010 avec la définition d'un cadre et d'une feuille de route conçus pour obtenir des résultats tangibles au cours des trois années suivantes.

## Le Mouvement SUN au fil des années

### 2010-11

Lors de sa première année d'existence, la priorité de SUN a consisté à accélérer l'élan politique concernant la nutrition, à agrandir le Mouvement et à établir un consensus sur la voie à suivre. D'importants progrès ont été réalisés sur tous les fronts, comme le souligne le rapport d'avancement de l'année dernière et comme le prouve la réunion de haut niveau sur le thème de la nutrition qui s'est tenue à New York en septembre 2011. L'année 2010-2011 fut une année de transformation marquée par le passage du concept à la réalité qui a permis à SUN d'occuper une place solide dans l'ordre du jour de la scène internationale.

### 2011-12

2011-12 was the year when SUN moved from advocacy to results. It became a genuinely global Movement, driven by 28 SUN countries, gathered around an agreed set of principles and rules of engagement. SUN members took a fundamental step: explicitly recognising that scaling up nutrition was the most important investment that they could make in their future. The number of stakeholders increased and extended in scope, globally, nationally, and at the district and community levels. SUN countries established multi-stakeholder platforms, where diverse groups came together to chart a coherent nutrition policy, and establish indicators to measure success.

Globally, an influential Lead Group was established, and four support networks were launched. The growing political momentum was demonstrated in high-level commitments and initiatives at the G8, G20, and Rio+20.

This progress was reflected in a new strategic framework, which will update the 2010 SUN Road Map.

### 2012-2013

Au cours de l'année à venir, SUN s'efforcera de mobiliser les ressources nécessaires dans les mouvements nationaux de mieux en mieux équipés pour produire un impact mesurable.

L'optimisme est de mise. Les pays SUN ont pris leur destinée en main : les organisations civiques, le système des Nations Unies, le secteur privé et les chercheurs ont répondu à l'appel à l'engagement.

Les gouvernements prennent la nutrition au sérieux et les informations sont de plus en plus largement accessibles, ce qui permet aux populations de les tenir responsables de leurs actions. Le renforcement de la nutrition n'est plus seulement réservé aux spécialistes et aux experts : les gens ordinaires, et souvent les femmes, en deviennent les acteurs principaux.



L'avenir est assombri par des problèmes économiques mondiaux persistants. De nombreux pays SUN font face à des crises répétitives qui génèrent une insécurité alimentaire prolongée et des niveaux élevés de sous-nutrition chronique causés par l'augmentation de la fréquence des problèmes climatiques.

Face à ces difficultés, les pays SUN ont montré qu'une approche unie de la nutrition, notamment les initiatives qui favorisent l'émancipation des femmes, peut avoir des résultats remarquables.

Ainsi, en réponse à la crise alimentaire dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, le Niger a fait de gros progrès en matière de promotion des programmes efficaces de nutrition infantile, ce qui a permis de sauver de nombreuses vies et a augmenté la capacité de résistance à une prochaine crise de ces communautés.

La nutrition devient un élément central d'un discours plus large sur le développement et les droits de l'homme. La protection du droit d'accès à une nutrition adéquate est de plus en plus considérée comme l'une des principales responsabilités des gouvernements et des acteurs du développement. La nutrition est également mentionnée dans un nombre croissant de campagnes contre l'inégalité.

Ce rapport contient des exemples encourageants de bonnes politiques et d'engagement politique. À présent, le défi consiste à diffuser le message, à générer plus de résultats, à en assurer la continuité et à avoir le courage de s'adapter selon les besoins.

## Un mouvement unique en son genre

Au cours des deux dernières années, SUN est apparu comme un mouvement unique en son genre dont l'élan est le fait des dirigeants du mouvement comme de ses bénéficiaires. Il s'agit d'un mouvement participatif qui rassemble une multiplicité de groupes de la société civile dont les idées et la détermination sont essentielles pour faire reconnaître l'importance de la nutrition. Il s'agit d'un mouvement directif dont l'essence réside dans un engagement pour le changement de la part d'acteurs politiques de haut niveau.

Il s'agit également d'un mouvement parrainé par les pays : dans la pratique, chacun des vingt-huit pays SUN possède son propre mouvement national qui conjugue ses efforts avec les autres mouvements au niveau mondial pour faire campagne ensemble et se soutenir mutuellement. SUN présente une immense diversité puisqu'il regroupe des acteurs du monde entier venant de secteurs et de disciplines très variés.

SUN est également un mouvement pragmatique : ses membres ne sont pas motivés par des déclarations rhétoriques ou par un positionnement politique mais par la production de données probantes et l'obtention de résultats. La fonction des réseaux, du Groupe Principal et du secrétariat SUN consiste à soutenir les efforts entrepris par les pays. Leur réussite atteste la valeur ajoutée du Mouvement SUN.

SUN est comparable à un grand chapiteau conçu comme un espace politique abritant une multitude de groupes et ayant pour but de les aider à agir ensemble et efficacement pour réduire la sous-nutrition. Il offre une direction ainsi qu'un soutien aux acteurs nationaux pour leur permettre de faire de leurs rêves une réalité. Il s'agit d'un réel effort collectif dont les résultats sont déjà visibles.

### PRINCIPES D'ENGAGEMENT

- **Être transparent sur l'impact**
- **Être accessible à tous**
- **Respecter les droits fondamentaux**
- **Être enclin à négocier**
- **Se tenir mutuellement responsable**
- **Être rentable**
- **Communiquer de façon continue**

### Les pays SUN en bref

L'année dernière, neuf pays ont adhéré au Mouvement SUN. Le nombre de membres est ainsi passé de 19 en septembre 2011 à 28 en septembre 2012. Le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance et susceptibles de bénéficier de l'aide de SUN dans ces pays est passé de 29,9 millions en septembre 2011 à 52 millions en septembre 2012. Le Nigeria et l'Indonésie, qui ont adhéré au Mouvement SUN au cours de cette année, comptent à eux seuls 18,1 millions d'enfants souffrant d'un retard de croissance. Les pays en rouge dans le tableau ci-contre ont adhéré au Mouvement au cours de l'année dernière.

Pays SUN	Engagement du gouvernement envers SUN (Date de la lettre envoyée au coordonnateur SUN)		Nombres d'enfants souffrant d'un retard de croissance (millions)
	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2012
Bangladesh	En attente		6,0
<b>Bénin</b>		<b>12 septembre 2011</b>	<b>0,7</b>
Burkina Faso	28 juin 2011		1,1
Éthiopie	En attente		5,3
République de Gambie	18 juillet 2011		0,1
Ghana	25 mars 2011		0,8
Guatemala	7 décembre 2010		1,1
<b>Haïti</b>		<b>11 juin 2012</b>	<b>0,3</b>
<b>Indonésie</b>		<b>22 décembre 2011</b>	<b>7,0</b>
<b>République kirghize</b>		<b>7 décembre 2011</b>	<b>Non disponible</b>
République démocratique populaire lao	25 avril 2011		0,3
<b>Madagascar</b>		<b>28 février 2012</b>	<b>1,7</b>
Malawi	15 mars 2011		1,3
Mali	24 mars 2011		0,8



Pays SUN	Engagement du gouvernement envers SUN (Date de la lettre envoyée au coordonnateur SUN)		Nombres d'enfants souffrant d'un retard de croissance (millions)
	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2012
Mauritanie	19 mai 2011		0,1
Mozambique	31 août 2011		1,7
Namibie		16 septembre 2011	0,1
Népal	5 mai 2011		1,4
Niger	14 février 2011		1,5
Nigeria		14 novembre 2011	11.1
Pérou	19 novembre 2010		0,7
Rwanda		22 décembre 2011	0,8
Sénégal	6 juin 2011		0,6
Sierra Leone		16 janvier 2012	0,3
Tanzanie	5 juin 2011		3,5
Ouganda	17 mars 2011		2,2
Zambie	22 décembre 2010		1,0
Zimbabwe	6 juin 2011		0,5

## CHAPITRE 2 : PROGRÈS DES PAYS

Aujourd'hui, vingt-huit pays sont membres du Mouvement SUN. Ces pays comptent plus de 50 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance. Ce chiffre représente plus d'un quart du nombre total d'enfants souffrant d'un retard de croissance dans le monde (près de 200 millions au total). Grâce à cet engagement et à l'engagement personnel de nombreux dirigeants des pays SUN, des millions d'enfants ont la possibilité de mieux vivre. À ce nombre s'ajoutent les enfants des pays qui n'ont pas encore adhéré à SUN mais qui promeuvent une approche plus globale de la nutrition.

Aujourd'hui, la perspective qui s'offre aux pays SUN est celle d'une amélioration spectaculaire du bien-être de leur population, ainsi que de gains significatifs au niveau des finances et de la croissance économique. Cependant, la réalisation de cette perspective exige plus qu'un simple engagement politique : elle demande également des analyses à un degré sans précédent de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas et des formes d'organisation qui conduisent au succès.

### 2.1. Définir les indicateurs de la réussite

La notion d'impact est au cœur même de la mission de SUN. Il est indispensable pour le mouvement que ses pays membres obtiennent une réduction accélérée des niveaux de retard de croissance, d'anémie et d'insuffisance pondérale à la naissance.

Cependant, les indicateurs nutritionnels ne sont pas tout. Les membres du Mouvement SUN ont également pour objectif de comprendre comment les pays élaborent leurs systèmes de lutte contre la sous-nutrition : la manière dont les différents groupes sont rassemblés pour travailler sur des plateformes communes, les législations adoptées, les programmes mis en œuvre et le niveau des dépenses.

Une phase essentielle de l'amorçage de ce processus a eu lieu au cours de l'année 2011-2012. Les pays SUN ont convenu de mesurer leurs progrès dans quatre domaines principaux : i) la définition d'un espace partagé dans le cadre duquel les différentes parties prenantes peuvent agir efficacement pour renforcer la nutrition (plateforme multi-secteurs et multi-acteurs), ii) la garantie de l'existence d'une politique et d'un cadre juridique cohérents dans le domaine de la nutrition, iii) l'alignement des programmes de nutrition autour d'un ensemble d'objectifs, et iv) la mobilisation et le suivi des ressources ayant un impact sur la nutrition.

Ce chapitre constitue une première tentative pour montrer comment ces données peuvent être rassemblées afin de fournir un point de référence en vue de mesurer les futurs progrès.

### **Indicateur I. Rassembler les personnes autour d'une marge de manœuvre commune**

Le premier ensemble d'indicateurs concerne les efforts entrepris pour rassembler les différents acteurs dans un espace partagé dans le cadre duquel ils peuvent aligner leurs activités et prendre ensemble des décisions en vue d'une action future. Au moment de son adhésion au Mouvement SUN, chaque pays nomme un point focal pour SUN faisant partie du gouvernement et identifie une plateforme multi-acteurs qui rassemble les acteurs nécessaires pour lutter efficacement contre la sous-nutrition, tels que les ministères d'exécution, les groupes de la société civile, les donateurs, les entreprises, les Nations Unies et les milieux universitaires.

Les pays adoptent plusieurs approches et SUN n'a nullement l'intention de favoriser un modèle plutôt qu'un autre. Cette plateforme peut relever du cabinet du premier ministre ou du président, d'un corps indépendant rendant compte à un ministère d'exécution, d'un service au sein d'un ministère d'exécution ou d'un ministère exerçant une coordination à l'échelon supérieur. Sur le terrain, il existe presque toujours une représentation trans-sectorielle du gouvernement ainsi qu'une participation des donateurs, des agences des Nations Unies et des organisations de la société civile.

Les plateformes multi-acteurs efficaces se caractérisent généralement par un fort degré de leadership gouvernemental et les témoignages indiquent qu'un niveau élevé d'engagement politique peut faciliter la coordination entre les ministères d'exécution. Dans le même temps, les plateformes efficaces doivent bénéficier de l'adhésion d'autres partenaires et systèmes afin de garantir une responsabilité mutuelle.

Onze pays ont placé leur plateforme multi-acteurs sous la direction du cabinet du président ou du premier ministre. Cette démarche confère à l'organe une autorité exécutive qui encourage les ministères d'exécution, les institutions nationales et les organismes des gouvernements locaux à entreprendre des actions unifiées afin de renforcer la nutrition.

Neuf pays ont placé leur plateforme sous la direction d'un ministère d'exécution, mais en lui accordant le pouvoir de toucher d'autres ministères pertinents par le biais d'un mémorandum d'accord. Ce système exige un haut niveau de soutien politique afin de garantir une collaboration sans heurts entre les secteurs.

#### **PLATEFORME MULTI-ACTEURS**

##### **POUVOIR EXÉCUTIF**

Bénin  
Gambie  
Ghana  
République du Kirghizistan  
Madagascar  
Malawi  
Mali  
Namibie  
Sénégal  
Tanzanie  
Ouganda

##### **MINISTÈRES D'EXÉCUTION**

Bangladesh  
Burkina Faso  
Éthiopie  
Indonésie  
Mozambique  
Népal  
Niger  
Pérou  
Rwanda

##### **ORGANISMES INDÉPENDANTS**

Guatemala  
Haïti  
Île Maurice  
Zambie  
Zimbabwe

##### **PAYS PRÉVUS**

RDP Lao  
Nigéria  
Sierra Leone

Cinq pays ont créé un conseil indépendant ou une commission possédant la capacité de réunir les secteurs pertinents au niveau national et au niveau subnational. Cette indépendance peut renforcer la crédibilité de l'organe dans certains contextes, en particulier lorsqu'elle bénéficie du soutien politique de la plus haute autorité exécutive.

Au moment de la rédaction du présent document, 27 des 28 pays SUN ont désigné des points focaux SUN, c'est-à-dire des prescripteurs de haut niveau ayant la capacité de susciter des changements au niveau national et d'assurer une coordination avec les organisations externes et les bailleurs de fonds.

Dans tous les pays, on observe un niveau accru de soutien et de représentation des autres parties prenantes. Dans 22 pays, des responsables des donateurs ont été nommés parmi les principaux donateurs du pays afin de garantir une approche en faveur de la nutrition. Les Nations Unies ont institué une coordination par le biais du partenariat REACH dans 13 pays. Le chapitre 4 étudie l'émergence des réseaux d'acteurs de façon plus approfondie.

## **HISTOIRES SUN**

### **Comment une initiative de la société civile a engendré des changements au Pérou**

En 2005, le Pérou avait encore l'un des taux de malnutrition infantile les plus élevés d'Amérique latine, en dépit d'une croissance économique favorable et de programmes gouvernementaux tels que le programme « Un bon départ dans la vie » mis en œuvre par le ministère de la Santé, l'USAID et l'UNICEF. En 2006, un changement radical est intervenu. Au cours des cinq années suivantes, la sous-nutrition est tombée de 23 à 18 pour cent dans l'ensemble du pays et a diminué encore plus rapidement dans les zones rurales, passant de 40 à 31 pour cent.

Andrés Mejía Acosta, un chercheur à l'Institut des études de développement (Institute of Development Studies) de l'université du Sussex a entrepris de découvrir pourquoi. Il a découvert que la clé avait été l'établissement d'une coalition puissante d'aide internationale et d'organisations de la société civile : l'initiative pour la nutrition de l'enfant (Child Nutrition Initiative, CNI). Cette initiative a fondamentalement modifié le dialogue politique.

La CNI, dirigée par CARE-Perú, a établi que la sous-nutrition avait de nombreuses causes et a fait pression sur le gouvernement afin qu'il renforce la cohésion de sa politique. Elle a convaincu 10 candidats à la présidence de signer un engagement politique visant à réduire la malnutrition chronique de 5 % en cinq ans. La CNI a offert un espace de coordination rassemblant des partenaires opérant dans divers domaines (dont l'éducation, l'assainissement et la distribution de micronutriments) ainsi que « l'opportunité de se concentrer sur ce qui marche » a déclaré le Dr Mejía.

Après l'élection, la CNI a rédigé un plan d'action de 100 jours pour Alan Garcia, le candidat vainqueur, qui a engagé son gouvernement à réduire la malnutrition de 9 pour cent. La CNI a également invité les responsables d'autorités régionales et d'autres alliés, tels que la Banque mondiale, à participer. « Grâce à ces actions publiques exerçant une influence politique, la CNI a garanti un engagement à long terme des élites politiques destiné à promouvoir des efforts politiques dans la lutte contre la sous-nutrition », a déclaré le Dr Mejía.

Lorsqu'Ollanta Humala est devenu président en 2011, il s'est engagé à poursuivre l'engagement en faveur de la nutrition. Les mesures comprenaient la création d'un nouveau ministère du Développement et de l'Intégration sociale (MIDIS) doté d'un mandat spécifique destiné à coordonner les agences gouvernementales, le secteur privé et la société civile afin de réduire la malnutrition chronique des enfants de 10 pour cent. En 2012, Nadine Heredia, la Première dame du Pérou, a été nommée à la tête du Groupe principal SUN.

## Indicateur II. Garantir une structure politique et juridique cohérente

### i) Politique et stratégie en matière de nutrition

Presque tous les pays SUN avaient mis en place une nouvelle politique de nutrition depuis 2008 quand une série d'articles publiée dans le magazine médical Lancet a lancé un nouveau dialogue mondial sur la nutrition. Les pays se distinguent toutefois quant au niveau de préparation des plans de nutrition chiffrés. Sept pays ont mis en place un plan chiffré ; dans trois d'entre eux, ces plans sont finalisés, dans deux autres, ils sont en cours de révision et dans les trois derniers, les plans chiffrés sont toujours en cours de développement.

Dix-sept pays ont mis en place des politiques alimentaires et nutritionnelles, dont la Mauritanie, le Bangladesh, le Mozambique, le Népal, le Rwanda et l'Ouganda. Cinq d'entre eux ont spécifiquement adopté une approche multisectorielle en matière de planification. Presque tous les pays SUN ont indiqué qu'ils possèdent des politiques axées sur la nutrition qui couvrent de manière exhaustive la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles, fournissent un cadre de référence pour la distribution de micronutriments et gèrent le traitement thérapeutique de la malnutrition aiguë chez les enfants. La plupart des pays ont également mis en place des directives spécifiques pour prévenir ou traiter la malnutrition chez les personnes vivant avec le virus HIV/SIDA. L'éventail des documents politiques mis à jour disponibles dans les pays SUN témoigne de l'ampleur des travaux accomplis pour garantir l'existence d'un contexte politique cohérent pour les programmes ou interventions axés sur la nutrition.

**« L'amélioration de la nutrition a un effet considérable sur le développement économique et la stabilité du pays à long terme. »**

Samuel Worthington,  
Président d'InterAction,  
mai 2012

### ii) Mise à jour des politiques et stratégies de secteur relatives à la nutrition

Les objectifs en matière de nutrition ont été expressément inclus dans la majorité des mises à jour récentes des politiques et stratégies de développement national et de réduction de la pauvreté ainsi que dans de nouvelles politiques des secteurs liés à la nutrition, tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire, la protection sociale et l'éducation.

La plupart des pays ont mis à jour leur politique de développement et dix d'entre elles traitent spécifiquement de la réduction de la pauvreté.

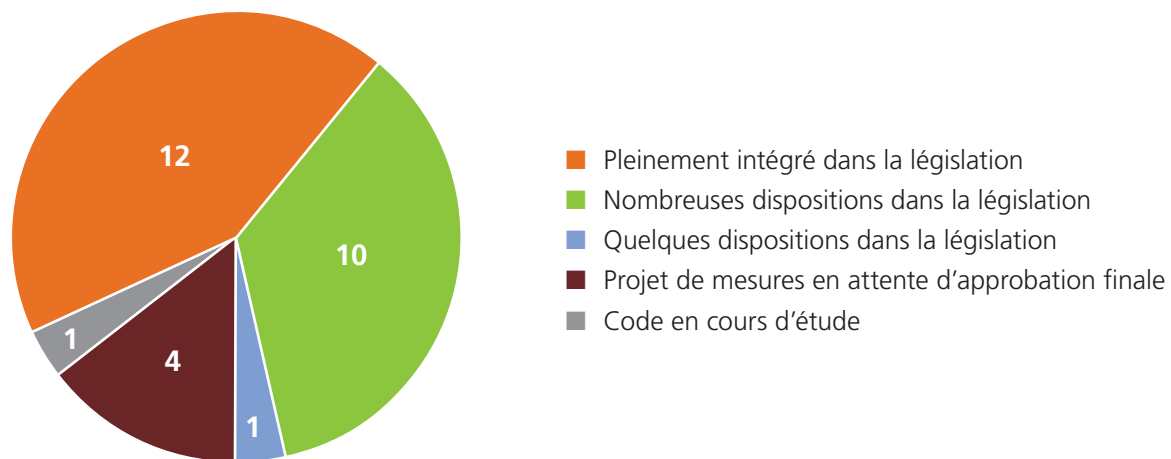
La Gambie, Madagascar, le Niger, le Nigeria et l'Ouganda ont des politiques sexospécifiques qui prennent en compte l'émancipation et la participation des femmes au développement. La plupart des politiques mises à jour en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire fournissent une présentation exhaustive des systèmes alimentaires, tout en accordant une attention particulière à la pêche, à l'élevage et aux ressources naturelles. Tous les pays ont mis à jour leur politique en matière de santé et la moitié d'entre eux l'ont fait depuis 2010. Certaines nouvelles politiques de santé traitent de problèmes spécifiques tels que la couverture de santé universelle, l'assurance pour les frais d'accouchement et la santé génésique. Certaines d'entre elles établissent expressément un lien entre la santé et les services sociaux. Quinze pays possèdent des politiques de protection sociale dont la plupart ont été adoptées en 2010. Ces politiques sont essentiellement axées sur le bien-être des femmes, des enfants et des jeunes et sont publiées par un large éventail de ministères en fonction du pays. Parmi les vingt pays qui ont mis à jour leur politique d'éducation, la moitié dispose de politiques spécifiques visant à développer la nutrition et la santé ou à traiter la question de l'éducation des filles.

### iii) Législation en matière de nutrition

De nombreux pays SUN établissent des lois sur la base des stratégies nationales adoptées par les gouvernements en matière d'alimentation et de nutrition. Parmi les domaines concernés par cette législation, nous pouvons citer les éléments suivants : 1) un cadre juridique destiné à réglementer la qualité et la commercialisation des substituts de lait maternel, 2) des lois régissant le congé maternité afin d'accorder à la mère de l'espace et du temps pour allaiter son enfant et d'introduire une alimentation nutritive et appropriée après six mois, 3) des normes d'enrichissement des aliments conçues afin d'augmenter les quantités de micronutriments dans les régimes des mères et des enfants.

L'analyse initiale indique que presque tous les pays SUN qui ont adopté des stratégies nationales ont *au moins* initié des lois dans l'ensemble de ces trois domaines mais que les progrès réalisés en matière de législation varient considérablement.

### Statut législatif du code international de commercialisation des substituts de lait maternel

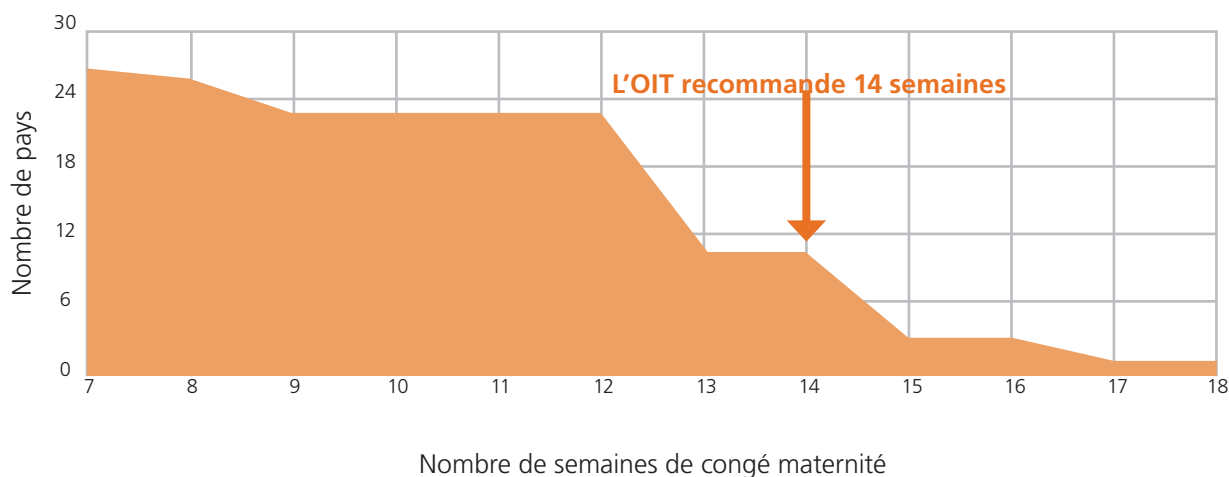


**Source :** Rapport périodique sur la mise en place du code international de commercialisation des substituts du lait maternel et sur les résolutions ultérieures de l'Assemblée mondiale de la santé (WHA, World Health Assembly) s'y rattachant ; juin 2012

1) Près de la moitié des pays du Mouvement SUN dispose maintenant de tout un ensemble de lois sur la commercialisation des substituts de lait maternel. Un tiers d'entre eux a transposé de nombreuses dispositions en loi. Un quart des pays SUN a entamé une procédure législative mais se trouve dans une phase relativement précoce du processus. La moitié des vingt-huit pays SUN a indiqué disposer d'un mécanisme de surveillance des violations de la législation. Parmi eux, neuf bénéficient d'un système pleinement fonctionnel, deux d'un système partiellement fonctionnel et trois d'un système qui ne fonctionne pas.

2) Quasiment tous les pays SUN ont institué un congé maternité, pour la plupart entièrement rémunéré, au moins pendant la première partie du congé. Cependant, les durées allouées varient considérablement, allant de 52 jours (sept semaines et demie) à plus de 18 semaines. Seuls 11 pays SUN ont alloué 14 semaines de congé maternité ou plus, soit le minimum recommandé par l'Organisation Internationale du Travail.

### Congé maternité dans les pays SUN

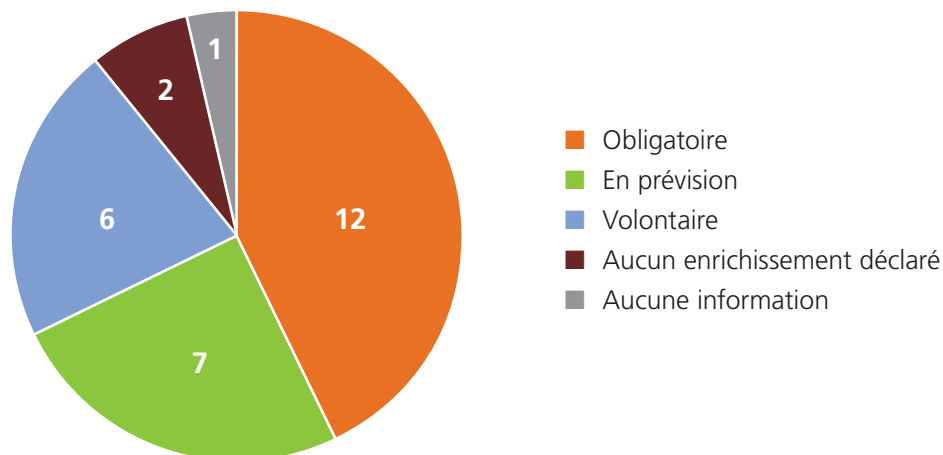


**Source :** La maternité au travail : une revue de la législation nationale/Base de données de l'OIT relatives aux conditions de travail et de l'emploi.

3) Au niveau mondial, 76 pays doivent procéder à l'enrichissement d'un ou de plusieurs types de farine de blé en fer ou en acide folique. Douze pays du Mouvement SUN ont désormais mis en place un enrichissement obligatoire de la farine de blé, alors que sept pays sont en phase de planification. Six autres pays encouragent le secteur privé à procéder à un enrichissement volontaire. Le Nigeria bénéficie d'un enrichissement de la farine de blé et de la farine de maïs. L'Indonésie encourage l'enrichissement du riz subventionné pour les populations pauvres.



## Enrichissement de la farine de blé dans les pays SUN



Source: Flour Fortification Initiative, [www.sph.emory.edu](http://www.sph.emory.edu)

### Indicateur III. Aligner les programmes sur des objectifs communs

L'alignement des programmes sur des objectifs communs est la seule méthode qui permet aux pays SUN d'améliorer la nutrition de manière durable et à une large échelle. Les programmes peuvent spécifiquement viser des résultats nutritionnels ou être conçus à d'autres fins essentielles en tenant compte des besoins nutritionnels. SUN vise à encourager les acteurs à négocier et à se rallier autour d'un « cadre de résultats commun » pouvant les aider à allouer des ressources de manière efficace, à entreprendre des actions conjointes et à combler des lacunes. C'est une activité politique qui repose sur des recommandations techniques et qui exige un haut niveau d'engagement et d'adhésion. Elle peut revêtir la forme d'un pacte, d'un mémorandum d'accord ou d'un plan de mise en œuvre chiffré.

À titre d'exemple, on peut citer les programmes « Crecer para Incluir » au Pérou, « Hambre Zero » au Guatemala et la « feuille de route » au Niger. Les autres pays qui ont eu recours à cette approche sont le Népal, le Rwanda, Madagascar et la Sierra Leone.

#### i) Interventions axées sur la nutrition

Les « interventions axées sur la nutrition » sont treize interventions ayant une forte incidence dans le cadre SUN qui ont été publiées dans les éditions de Lancet en 2008. Elles sont regroupées en trois rubriques principales : les bonnes pratiques nutritionnelles, la distribution des micronutriments et le traitement de la malnutrition aiguë. La Banque mondiale estime que 11,6 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires par an pour que la couverture actuelle de ces interventions devienne exhaustive et pour que ces interventions réduisent considérablement la sous-nutrition dans les 36 pays les plus touchés.

Les pays SUN font état d'une augmentation importante des prestations d'interventions communautaires intégrées en matière de nutrition, de santé et d'assainissement, conformément aux engagements politiques nationaux et internationaux en faveur d'une meilleure couverture. Afin d'assurer la pérennisation de cette tendance, la nutrition communautaire est de plus en plus ancrée dans les programmes de développement locaux.

Les pays qui ont considérablement renforcé leurs bonnes pratiques nutritionnelles au moyen d'une approche communautaire comprennent le Bangladesh, l'Éthiopie, la Gambie, l'Indonésie, Madagascar, le Malawi, le Népal et le Rwanda. Ces approches incluent l'initiative de communauté amie des bébés (Baby Friendly Community) en Gambie, qui s'est intensifiée dans 691 communautés sur 1 963, ainsi que le programme communautaire de nutrition en Éthiopie, le Kore Famni à Haïti et les stratégies de communication en faveur d'un changement comportemental dans tous les districts du Malawi.

Les interventions en matière de nutrition comme la supplémentation en vitamine A pour les enfants de 6 à 59 mois et la vermifugation des enfants âgés de 12 ou 24 à 59 mois sont déjà mises en œuvre à grande échelle. Toutefois, garantir la couverture des zones difficiles à atteindre continue souvent à relever du défi. La plupart des pays SUN ont mis en œuvre des campagnes de six mois qui comprennent un ensemble de services de santé essentiels comme la vaccination, la mise à disposition de moustiquaires traitées afin de combattre le paludisme, le dépistage de la malnutrition aiguë et d'autres maladies infantiles courantes et, dans certains cas, le conseil et le dépistage volontaire du VIH/SIDA.

Dans tous les pays SUN, les soins anténataux pour les femmes enceintes comprennent la supplémentation systématique en fer et en acide folique pendant la grossesse. Les services de soins aux enfants comprennent l'apport systématique de micronutriments pour tous les enfants et offrent l'opportunité de détecter et de traiter rapidement les carences en micronutriments.

Dans de nombreux pays, dont l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, le Niger, le Zimbabwe et, plus récemment, la Sierra Leone et la Gambie, on observe un renforcement considérable du traitement de la malnutrition aiguë sévère. Le traitement a débuté avant tout pour fournir une réponse d'urgence aux crises alimentaires ; les facteurs de réussite du renforcement ont été l'engagement du gouvernement à garantir une couverture exhaustive, une meilleure sensibilisation à la nutrition des patients internes et externes pour les services utilisant des postes sanitaires ainsi que des programmes de sensibilisation communautaire. Le Bangladesh pilote le traitement de la malnutrition aiguë sévère dans le cadre de son programme communautaire de nutrition national, tandis que le Nigeria renforce le traitement dans les États du Nord qui comptent le plus grand nombre de cas de malnutrition aiguë. L'Indonésie a déjà développé des directives nationales pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère en ayant recours à des professionnels de santé sur le terrain.

## ii) Stratégies sectorielles en faveur de la nutrition

La mise en œuvre de stratégies sectorielles qui contribuent à améliorer la nutrition des enfants et de leurs familles est de plus en plus considérée comme un moyen essentiel de traiter les causes sous-jacentes de la malnutrition. De nombreux secteurs contribuent à l'obtention de meilleurs résultats nutritionnels et les secteurs suivants s'avèrent particulièrement importants : l'agriculture ou la sécurité alimentaire, la protection sociale, l'éducation, la santé publique, l'eau et l'assainissement, le développement national ou la réduction de la pauvreté. Les pays SUN rassemblent des données supplémentaires pour mieux définir les stratégies de développement en faveur de la nutrition et pour pouvoir suivre leur incidence.

Plusieurs pays, dont le Bangladesh, l'Éthiopie, Haïti, le Népal, le Rwanda et la Sierra Leone, ont indiqué qu'ils escomptent une amélioration de leurs résultats en matière de nutrition grâce à un accroissement de leur investissement dans l'agriculture. Les exemples comprennent le programme de commercialisation pour les petits exploitants en Sierra Leone, le programme de développement de l'agriculture en Éthiopie, les transferts de technologie aux petites exploitations agricoles en Haïti et le projet de renforcement de la sécurité alimentaire au Népal. Ces initiatives permettent aux acteurs du secteur agricole de s'engager activement dans des programmes destinés à faire progresser la nutrition.

De nombreux pays ont commencé à s'attaquer aux causes sous-jacentes en développant des programmes d'alimentation scolaire (ces pays comprennent le Bénin, la Gambie, le Ghana, la Namibie, le Pérou, le Rwanda et l'Ouganda). En Gambie et en Éthiopie, des tentatives spécifiques ont été réalisées pour améliorer la formation en matière de nutrition et de santé dans le programme scolaire.

La portée des programmes de protection sociale augmente au Bangladesh, en Éthiopie, au Guatemala, en Indonésie, au Pérou et au Zimbabwe. Nombre de pays ont augmenté le revenu des petits producteurs de produits alimentaires en les rattachant à des programmes de protection sociale et d'alimentation scolaire. Ce lien est défendu par l'initiative « Achats au service du progrès » soutenue par le Programme alimentaire mondial dans 13 pays SUN : la RPD Lao, l'Éthiopie, le Ghana, le Burkina Faso, le Mali, le Malawi, le Mozambique, le Rwanda, la Sierra Leone, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Guatemala.

L'Indonésie s'est lancée dans plusieurs programmes essentiels de protection sociale liés à la santé, comme le programme de protection de la santé de la communauté (Jamkesmas) et l'assurance santé pour un accouchement sûr (Jampersal).

En Mauritanie et au Sénégal, la sécurité nutritionnelle et la sécurité alimentaire sont étroitement liées par l'apport d'aliments enrichis et la prestation de formation sur la nutrition destinée de façon ciblée à des enfants et à des femmes enceintes ou allaitantes.

Un important facteur de réussite dans le renforcement rapide de la nutrition est l'existence d'un réseau de professionnels de santé sur le terrain capables d'atteindre la communauté par le biais d'interventions essentielles en matière de santé et de nutrition. À titre d'exemple, on peut citer l'Éthiopie, l'Indonésie, le Népal, le Rwanda, le Mozambique et Madagascar.

Dans la réponse d'urgence apportée à la crise du Niger et aux autres régions touchées du Sahel, la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sont clairement liés aux interventions concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène (Water, Sanitation and Hygiene, WASH) et à la protection et à la promotion de l'alimentation des mères, des nourrissons et des jeunes enfants.

<b>PROGRAMMES EN FAVEUR DE LA NUTRITION DANS LES PAYS SUN</b>	
<b>Secteurs</b>	<b>Activités en faveur de la nutrition</b>
Réduction de la pauvreté et développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Placer l'obtention de résultats en matière de nutrition au cœur des stratégies pour une croissance équitable.</li> <li>• Optimiser la prise de produits céréaliers enrichis par le biais de subventions astucieuses.</li> <li>• Garantir que toutes les personnes sont en mesure d'exercer leur droit d'accès à une eau parfaitement potable.</li> </ul>
Agriculture et sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se concentrer sur l'augmentation de la productivité et des revenus des petits producteurs.</li> <li>• S'assurer qu'une alimentation nutritive, saine et abordable est disponible pour les consommateurs sur les marchés locaux toute l'année.</li> <li>• Diversifier la production d'aliments nourrissants pour renforcer la résistance et la durabilité.</li> <li>• Réduire les déchets tout au long de la chaîne de valeur de la production à l'utilisation.</li> </ul>
Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se concentrer sur un ciblage équitable : envisager un ciblage par groupe partageant les mêmes moyens de subsistance.</li> <li>• Construire un amortisseur de chocs : prendre en compte le type, la taille, la fréquence et le calendrier des transferts.</li> <li>• Intégrer un accès aux services essentiels et leur utilisation (santé, éducation et production) : prendre en compte le caractère conditionnel.</li> </ul>
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investir dans des soins infantiles précoces et dans le développement (avant l'âge préscolaire).</li> <li>• Favoriser l'autonomisation des élèves en tant qu'agents initiateurs de changements comportementaux positifs en matière de santé et de nutrition.</li> <li>• Optimiser l'efficacité et la durabilité de l'alimentation scolaire grâce à des aliments de base enrichis et à des produits frais provenant des marchés locaux.</li> </ul>
Santé publique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inviter des professionnels de santé à s'investir sur le terrain pour que toutes les communautés accèdent à un ensemble minimum de services essentiels en matière de santé et de nutrition, y compris à l'eau propre et l'assainissement pour prévenir la diarrhée.</li> <li>• Institutionnaliser le traitement de la malnutrition aiguë sévère (patients internes et externes) au sein des services de santé ordinaires.</li> <li>• Renforcer la santé génésique et les services de planning familial, en particulier pour les adolescents : se concentrer sur la réduction des grossesses chez les adolescentes et sur un intervalle d'au moins trois ans entre chaque naissance.</li> </ul>

## HISTOIRES SUN

### Union des programmes d'Éthiopie autour d'objectifs communs

En 2005, la deuxième enquête démographique et sanitaire d'Éthiopie a révélé un fait surprenant : la malnutrition chronique était plus élevée dans ses régions les plus productives sur le plan agricole.

Les nutritionnistes ont sonné l'alarme et, en 2008, le vice-président du gouvernement a lancé une stratégie de nutrition nationale (National Nutrition Strategy, NNS) et un programme de nutrition national (National Nutrition Programme, NNP) pour appeler les différents secteurs à coordonner leurs efforts d'une manière plus efficace. Cinq ans plus tard, l'Éthiopie devenait le leader mondial dans l'unification des approches en matière de sous-nutrition.

L'Éthiopie a montré la voie en créant de vastes programmes s'attaquant à la santé et la sécurité alimentaire. En 2008, elle a institué un programme à l'échelle du pays pour la gestion communautaire de la malnutrition aiguë (Community Management of Acute Malnutrition, CMAM) avec 34 000 professionnels de la santé répartis sur 10 000 postes sanitaires. Les autres programmes comprennent le programme nutritionnel communautaire (Community Based Nutrition, CBN) mis en place dans 350 districts et un programme de vermifugation concernant 11 millions d'enfants et 700 000 femmes enceintes ou allaitant.

L'Éthiopie aide également 8 millions de personnes à accroître leurs capacités de résistance à la sécheresse par le biais de son programme de filet de sécurité productif (Productive Safety Net Programme) et ses 60 000 agents de vulgarisation agricole. Son efficacité a été démontrée en 2011, lorsque la sécheresse qui a engendré une famine en Somalie voisine a eu une incidence bien moins dévastatrice en Éthiopie. Mais ces programmes étaient menés séparément, par des experts agricoles, des experts de la santé ou des travailleurs spécialisés dans l'urgence humanitaire. Aussi l'Éthiopie a-t-elle décidé, l'année dernière, de rassembler tous les acteurs de la nutrition sous un même toit.

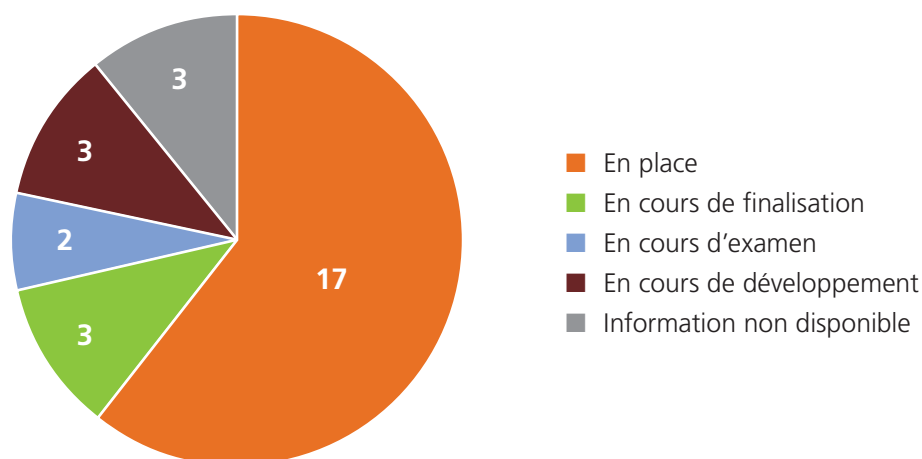
Les ministres d'État de l'Agriculture, de la Santé, de l'Éducation, de l'Eau, de l'Énergie, de l'Industrie et des Finances se réunissent désormais tous les trois mois. Des engagements ont été pris au plus haut niveau afin de garantir que le programme de filet de sécurité productif se positionne davantage en faveur de la nutrition. Des travaux sont en cours pour former des agents de vulgarisation en matière de santé et d'agriculture, ainsi que pour harmoniser la prestation des services axés sur la nutrition et des services de sensibilisation au niveau des communautés. « Nous nous asseyons et nous discutons de la manière dont nous pouvons travailler ensemble », déclare Ferew Lemma, membre du ministère de la Santé et facilitateur du programme REACH. Le Mouvement SUN a contribué à rassembler les gens et à affecter plus de ressources à la nutrition mais « l'idée était déjà là ; le problème était de construire à partir de cette idée et de faire avancer la discussion » ajoute M. Lemma.

#### Indicateur IV. Assurer le suivi financier et la mobilisation des ressources

Mobiliser les fonds nécessaires pour renforcer la nutrition et assurer leur suivi s’est imposé comme une priorité pour garantir les progrès à venir. Aujourd’hui, les investissements réalisés dans les interventions axées sur la nutrition sont plus transparents, mais les efforts destinés à assurer le suivi des financements des interventions en faveur de la nutrition ont baissé. Dans les deux cas, les pays dotés de plateformes de nutrition multi-acteurs et d’un cadre de résultats commun ont trouvé qu’il était plus facile de fournir des informations sur les investissements.

La Tanzanie, par exemple, effectue actuellement son premier examen des dépenses publiques consacrées à la nutrition en collaboration avec la Banque mondiale. Le travail de terrain débutera prochainement.

#### Pays SUN aux programmes de nutrition chiffrés



**Source :** Source : Fiches sur les pays SUN, profils des pays SUN (pays d’Afrique occidentale) et informations fournies par les pays lors des téléconférences dans le réseau de pays

Au début de l’année 2012, un fonds d’affectation spéciale pluripartenaires (Multi-Partner Trust Fund, MPTF) SUN a été institué à la demande des partenaires pour déboursier un fonds catalytique destiné à soutenir le Mouvement SUN par le biais d’une voie claire et transparente. Le MPTF SUN fournit un mécanisme d’examen des propositions, accorde des subventions et identifie les groupes prêts à soutenir la mise en œuvre. La Suisse, l’Irlande et le Royaume-Uni ont regroupé leurs ressources pour apporter un soutien aux actions prioritaires entreprises par les acteurs du Mouvement SUN. Le fonds est un mécanisme temporaire qui complète les financements internes au pays lorsque d’autres fonds ne sont pas facilement disponibles. Le MPTF du SUN couvre trois domaines :

1. Il encourage la mobilisation du soutien de la société civile dans les pays SUN.
2. Il encourage les pays SUN à intensifier leurs engagements envers les principes du Mouvement, et
3. Il soutient les efforts stratégiques mondiaux du SUN.

L'accent est actuellement mis sur le soutien du réseau de la société civile, avec l'attribution de 2,8 millions de dollars à sept alliances nationales de la société civile dans des pays SUN visant à mieux impliquer les gouvernements et leurs acteurs dans les efforts déployés pour renforcer la nutrition. Les partenaires des Nations Unies (le PAM, le programme REACH, l'OMS et l'UNOPS) facilitent le paiement. Le MPTF est dirigé par un comité de gestion des donateurs, des organisations des Nations Unies participantes et du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD, en sa qualité d'agent administratif. Les contributions financières, les décisions et les rapports sont accessibles au public.

## **2.2. Progrès des pays dans le renforcement de la nutrition**

Afin de mettre en évidence les progrès accomplis au niveau des quatre indicateurs ainsi que les domaines qui nécessitent un plus grand soutien, un nouveau système de suivi a été conçu et permet à chaque pays SUN d'évaluer ses progrès sur une échelle de 1 à 4. Les pays peuvent désormais évaluer en permanence leur progrès afin d'étudier les progrès accomplis au fil du temps.

Les tableaux suivants présentent les critères du système de suivi et la manière dont ils permettent de déterminer le stade d'avancement général du renforcement de la nutrition dans chaque pays. Les pays qui disposent d'une plateforme d'action efficace ainsi que d'une politique et d'un environnement juridique solides et de programmes répartis sur plusieurs secteurs autour d'un ensemble d'objectifs communs ont plus de chances d'attirer efficacement des fonds et d'en débloquer que les autres pays.

## Avancement des pays SUN par indicateurs clés

<b>INDICATEUR 1</b> <b>Rassembler les personnes autour d'une marge de manœuvre commune</b>	<b>INDICATEUR 2</b> <b>Garantir une structure politique et juridique cohérente</b>	<b>INDICATEUR 3</b> <b>Aligner les programmes sur un cadre de résultats commun</b>	<b>INDICATEUR 4</b> <b>Assurer le suivi financier et la mobilisation des ressources</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lettre d'engagement du gouvernement envers le mouvement SUN. Identification du point focal des hauts fonctionnaires du gouvernement.</li> <li>• Identification de la plateforme multi-acteurs. Participation réelle des partenaires de tous les secteurs.</li> <li>• Collaboration des partenaires de la plateforme multi-acteurs pour soutenir les priorités gouvernementales de renforcement de la nutrition.</li> <li>• Adoption de la plateforme multi-acteurs par les hauts responsables politiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventaire et examen des politiques, des plans et des stratégies.</li> <li>• Révision de la politique finalisée.</li> <li>• Validation et ratification de la plupart des politiques et des lois.</li> <li>• Utilisation efficace des politiques et des lois pour accomplir des progrès en matière de nutrition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventaire des programmes axés sur la nutrition ou en faveur de la nutrition.</li> <li>• Cadre de résultats commun en cours de discussion.</li> <li>• Acceptation d'un cadre de résultats commun. Identification des lacunes.</li> <li>• Prise en charge commune des lacunes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul des coûts propres à la nutrition.</li> <li>• Entente entre les différents secteurs sur les ressources financières allouées à la nutrition.</li> <li>• Alignement et mobilisation des ressources financières selon les priorités convenues.</li> <li>• Allocation de ressources financières à des lacunes identifiées.</li> </ul>
<p><b>INDICATEURS D'IMPACT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'anthropométrie (par exemple, diminution du retard de croissance et de l'émaciation)</li> <li>• Réduction des carences en micronutriments</li> <li>• Augmentation des bonnes pratiques (par exemple, augmentation de l'allaitement maternel)</li> <li>• Amélioration de l'accès aux aliments nutritifs</li> </ul>			



## Stades d'avancement des pays SUN

Le tableau suivant définit les critères de chaque stade : les plateformes de chaque pays s'y réfèrent pour évaluer leur progrès.

STADE 1 Inventaire	STADE 2 Préparation au renforcement	STADE 3 Renforcement rapide pour générer des résultats	Maintien de l'impact
<ul style="list-style-type: none"> <li>Confirmation de l'approbation et de la prise en main par les hauts responsables politiques.</li> <li>Participation des ministères d'exécution et de diverses parties prenantes.</li> <li>Mise à jour ou révision des politiques, des plans et des stratégies.</li> <li>Évaluation de l'alignement entre les interventions axées sur la nutrition et les programmes en faveur de la nutrition.</li> <li>Inventaire des ressources financières disponibles et requises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration du leadership actif des hauts responsables politiques.</li> <li>Consolidation des plateformes multisectorielles et multi-acteurs en vue d'un meilleur alignement.</li> <li>Finalisation d'une structure politique et juridique cohérente.</li> <li>Entente autour d'un cadre de résultats commun (CRC) en vue de l'alignement des programmes axés sur la nutrition et des programmes sectoriels pertinents.</li> <li>Alignement et mobilisation des ressources financières sur un ensemble de priorités convenues dans le CRC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Défense de la cause par les hauts fonctionnaires politiques.</li> <li>Mise en place et efficacité d'une plateforme multisectorielle et multi-acteurs qui fournit des résultats adaptés.</li> <li>Structure politique et juridique cohérente efficace et bien en place.</li> <li>Utilisation du CRC convenu afin d'assurer que les interventions axées sur la nutrition et les programmes et systèmes sectoriels pertinents se positionnent en faveur de la nutrition.</li> <li>Dégagement des ressources financières requises pour combler les lacunes prédéfinies selon un système de suivi financier en bonne marche.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Leadership durable à un niveau politique élevé.</li> <li>Renforcement des plateformes de haute performance afin de favoriser l'innovation et un travail efficace dans l'ensemble des secteurs nationaux et locaux.</li> <li>Description précise de la structure politique et juridique afin de consolider l'alignement entre les secteurs.</li> <li>Augmentation de l'étendue et de la portée des interventions axées sur la nutrition et des programmes et des systèmes en faveur de la nutrition afin d'assurer une couverture équitable.</li> <li>Mise en place de solution pour qu'aucune ressource financière ne se perde.</li> </ul>

**Un cadre de résultats commun sous contrôle et de plus en plus solide**

**Exemples de la manière dont les stades d'avancement des pays SUN peuvent être mesurés et comptabilisés.**

Pays SUN	Indicateur 1				Indicateur 2				Indicateur 3				Indicateur 4				Stade SUN
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	
Pays A	■	■			■	■	■		■	■	■		■	■	■		3
Pays B	■	■	■		■	■	■	■	■	■			■	■			2 - 3
Pays C	■	■			■	■	■		■	■			■	■			2
Pays D	■				■	■			■				■	■			1 - 2
Pays E	■				■	■			■				■				1

**HISTOIRES SUN**

**Travail d'équipe au Bénin**

Au Bénin, plus d'un tiers des enfants souffre d'une malnutrition chronique qui a des conséquences irréversibles à la fois pour leur vie et pour le développement économique général du pays. C'est la raison pour laquelle le Bénin a décidé d'accorder à la nutrition une place centrale dans sa politique de développement.

Il était clair, cependant, qu'aucun acteur ne pourrait relever ce défi seul. C'est dans cette optique que des experts de tout le pays (des partenaires publics, privés, financiers, académiques ou encore issus de la société civile ou des collectivités locales) se sont réunis en novembre 2007 à Abomey pour définir la marche à suivre.

Ensemble, ils ont forgé une vision commune qui établit clairement les obstacles et des moyens réalistes permettant de les surmonter. Formé par le conseil des ministres peu avant ce congrès à Abomey, un groupe central pour la nutrition a contribué à faire avancer le programme.

Leur coalition a produit des résultats impressionnants et permis la mise en place d'un conseil de l'alimentation et de la nutrition (Food and Nutrition Council, CAN) par le chef de l'État en 2011. Au cours de l'année passée, des représentants du CAN, de l'UNICEF, de la Banque mondiale, de plusieurs groupes de la société civile et de l'association des consommateurs ont continué à travailler en équipe.

« De nombreux obstacles subsistent, mais il ne fait aucun doute que nous surmonterons notre défi commun », déclare Jean Tossa, chef de file des efforts pour la nutrition au Bénin. « Le travail d'équipe est la clé de la réussite. Nous n'y sommes pas encore, mais nous sommes en bonne voie. »

## **LA VOIE VERS LA SENSIBILISATION À LA NUTRITION**

Les politiques nationales relatives à la nutrition reposent souvent sur des interventions spécifiques aux conséquences directes pour le statut nutritionnel d'un individu. Si ces interventions restent essentielles à l'amélioration du bien-être, on note toutefois une tendance croissante à examiner les politiques et les stratégies liées aux causes sous-jacentes d'une mauvaise nutrition, telles que les stratégies en faveur des investissements agricoles, de l'éducation des enfants, de la santé publique, de la protection sociale et de la réduction de la pauvreté (par exemple, au travers du travail rémunéré en vivres ou d'une garantie d'emploi) dans le but d'évaluer leur impact sur la nutrition et de déterminer comment des améliorations peuvent leur être apportées. Il s'agit d'améliorer la sensibilisation à la nutrition dans les stratégies de développement.

Par exemple, un secteur agricole bien développé peut améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en offrant à un plus grand nombre de personnes l'accès à des aliments nourrissants et abordables et en augmentant la valeur énergétique et le contenu nutritif du régime alimentaire des ménages, ou indirectement au travers de l'augmentation des bénéfices des agriculteurs et de l'argent disponible pour l'achat de vivres dans les foyers.

L'investissement ciblé dans des politiques en faveur de la nutrition peut, dans les meilleurs des cas, réduire la nécessité de recourir à des interventions axées sur la nutrition. Cette relation peut également fonctionner dans le scénario inverse : par exemple, s'ils disposent d'une meilleure nutrition et d'une bonne santé, les agriculteurs augmentent leur productivité agricole et économique.

## **L'ÉMANCIPATION DES FEMMES EST LE FONDEMENT DE LA SENSIBILISATION À LA NUTRITION**

L'éducation et le statut des femmes contribuent considérablement à réduire la sous-nutrition chez les enfants. En voici quelques éléments essentiels :

- Protection égale devant la loi (héritage, régime foncier, emploi...)
- Égalité des chances pour une meilleure qualité de vie (éducation et santé)
- Égalité des choix à l'autonomie (services techniques, financiers et d'assurance)

## **ÉTAPES CLÉS VERS LA SENSIBILISATION À LA NUTRITION**

1. Favoriser une réflexion et une planification multisectorielle, mais agir au niveau de chaque secteur individuellement.
2. Limiter les conséquences négatives involontaires et maximiser les repercussions positives.
3. Convenir d'un indicateur pour la nutrition (ou d'un indicateur suppletif valide) dans les programmes sectoriels.

### 2.3. Mesurer les résultats en matière de nutrition

En mai 2012, l'Assemblée mondiale de la santé a validé un ensemble d'objectifs pour la nutrition après un examen minutieux des tendances de la diminution de la sous-nutrition dans certains pays ayant adopté des programmes de qualité. Ces objectifs démontrent la volonté parmi les États membres d'aller au-delà de l'unique indicateur sur la nutrition contenu dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (prévalence des enfants de moins de cinq ans en insuffisance pondérale) et de se concentrer sur des indicateurs ayant un impact plus grand et plus durable sur la santé et les richesses à venir.

Les pays ont également établi leurs propres objectifs pour la nutrition afin de s'ajuster à leur situation particulière. Bien que ces objectifs particuliers ne correspondent pas exactement aux objectifs internationaux, l'ensemble des pays vise à atteindre ces derniers d'ici 2025. Il n'y a aucune contradiction dans le fait qu'un pays développe des objectifs particuliers et s'aligne sur les objectifs internationaux.

#### OBJECTIFS INTERNATIONAUX DE L'OMS POUR LA NUTRITION

##### AMÉLIORATION DE L'ANTHROPOMETRIE

- **Réduction de 40 % du nombre d'enfants de moins de cinq ans qui souffrent d'un retard de croissance dans le monde d'ici 2025.**
- **Réduction de 30 % de l'insuffisance de poids à la naissance d'ici 2025.**
- **Aucune hausse de l'obésité chez les enfants d'ici 2025.**
- **Réduction et maintien du taux d'émaciation chez les enfants à moins de 5 %.**

##### REDUCTION DES CARENCES EN MICRONUTRIMENTS

- **Réduction de 50 % de l'anémie chez les femmes en âge de procréer d'ici 2025.**

##### AUGMENTATION DES BONNES PRATIQUES

- **Augmentation des taux d'allaitement exclusif durant les six premiers mois jusqu'à 50 % au moins d'ici 2025.**

Presque tous les pays ont mené au moins une enquête nationale dont les résultats ont été validés et publiés au cours des cinq dernières années. Les enquêtes nationales telles que l'enquête démographique et sanitaire (EDS) sont reconnues par le secrétariat du Mouvement SUN et ses partenaires comme la première source d'indicateurs de l'impact de la nutrition. La République du Kirghizistan et la Namibie figurent parmi les pays qui n'ont pas mené d'enquête depuis 2007. La Mauritanie a mené une enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM) en 2011 et le Bénin une EDS au début de l'année 2012. Les données publiées seront bientôt disponibles.

### i) Retard de croissance chez les enfants

Le retard de croissance désigne un état où la taille d'un enfant est insuffisante par rapport à son âge et révèle une sous-nutrition chronique. La majorité des pays SUN affiche une prévalence du retard de croissance à plus de 30 % et treize d'entre eux ont un taux de retard de croissance de plus de 40 %. Selon les données des toutes dernières enquêtes, Haïti, le Mali, la Mauritanie et le Pérou sont passés à moins de 30 %. Le Sénégal et la Gambie restent dans la tranche des 20 à 30 % malgré de récentes augmentations dans la prévalence du retard de croissance.

Prévalence du retard de croissance parmi les enfants de moins de cinq ans dans les pays SUN		
Retard de croissance En dessous de 30 %	Retard de croissance De 30 % à moins de 40 %	Retard de croissance 40 % et plus
Namibie (29 %, 2006-2007)	Indonésie (36 %, 2010)	Madagascar (49 %, 2009)
Ghana (28 %, 2008)	Sierra Leone (34 %, 2010)*	Guatemala (48 %, 2008)
Mali (27 %, 2010)	Burkina Faso (34 %, 2011)*	Niger (47 %, 2008)
Sénégal (27 %, 2011)	Ouganda (33 %, 2011)	Malawi (47 %, 2010)
Pérou (24 %, 2009)	Zimbabwe (32 %, 2010-2011)	Zambie (46 %, 2007)
Gambie (23 %, 2010)		Éthiopie (44 %, 2011)
Haïti (23 %, 2011-2012)*		RDP Lao (44 %, 2011)
Mauritanie (18 %, 2011)*		Mozambique (44 %, 2008)
République du Kirghizistan (18 %, 2005)		Rwanda (44 %, 2010)
		Bénin (43 %, 2006)
		Tanzanie (42 %, 2010)
		Bangladesh (41 %, 2011)
		Népal (41 %, 2011)
		Nigéria (41 %, 2008)

Source des données : Base de données de l'OMS ou rapports publiés à partir d'enquêtes par grappes à indicateurs multiples (EGIM), d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) et d'enquêtes nationales menées selon les méthodes SMART (indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps). \* Enquête nationale SMART validée (tous les chiffres ont été arrondis)

Les progrès dans la réduction du retard de croissance varient considérablement d'un pays SUN à l'autre. Onze de ces pays continueront de voir diminuer le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance s'ils maintiennent le taux annuel relatif de réduction à plus de deux pour cent. Le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance dans ces onze pays est estimé à 20 millions en 2013 si l'on tient compte du taux annuel de croissance démographique et du taux de réduction annuel du retard de croissance.

Avec un taux de moins de deux pour cent, le progrès annuel en matière de retard de croissance est absorbé par le taux annuel de croissance démographique. À moins d'une hausse substantielle du taux de réduction du retard de croissance, quinze pays du Mouvement SUN continueront de subir une augmentation du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance chaque année. Selon les estimations, le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance dans ces quatorze pays devrait se situer autour de 33 millions en 2013.

L'augmentation la plus importante du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance concerne les pays dont le taux de régression annuel du retard de croissance est inférieur à un pour cent et la prévalence du retard de croissance supérieure à 40 %, en particulier lorsque le taux de croissance démographique annuel dépasse les deux pour cent. Le Bénin, le Guatemala, Madagascar, le Mozambique, le Nigeria et le Rwanda figurent parmi les pays concernés.

Les pays dont le taux de régression annuel du retard de croissance est sensiblement supérieur à deux pour cent et la prévalence du retard de croissance supérieure à 30 % ont plus de chances d'enregistrer une baisse annuelle du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance, en particulier lorsque le taux de croissance démographique annuel est inférieur à deux pour cent. Le Bangladesh, le Népal et le Zimbabwe figurent dans cette catégorie. L'objectif de l'OMS est une régression relative et annuelle de 3,9 % du taux de retard de croissance entre 2012 et 2025.

<b>Estimation du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance en 2013</b> (Basé sur le taux annuel de réduction de 2000 et la croissance annuelle de la population)		
<b>Taux annuel de régression À partir de 2 %</b>	<b>Taux annuel de régression inférieur à 2 %</b>	
	<b>Entre 1 % et 2 %</b>	<b>Taux annuel de régression En dessous de 1 %</b>
Mauritanie : 102 900 (6,7 %) Ghana : 825 324 (4,9 %) Mali : 748 819 (4,5 %) Bangladesh : 5 844 978 (3,1 %) Népal : 1 419 282 (3,3 %) Burkina Faso : 858 913 (3,4 %) Ouganda : 2 205 813 (3 %) Pérou : 649 317 (2,6 %) Éthiopie : 5 317 848 (2,5 %) Zambie : 1 046 156 (2,3 %) Zimbabwe : 517 460 (2,3 %)	Haïti : 285 313 (1,8 %) Indonésie : 7 966 254 (1,6 %) Malawi : 1 339 026 (1,4 %) Niger : 1 504 296 (1,3 %) Sierra Leone : 373 427 (1,3 %) Tanzanie : 3 555 603 (1,1 %)	Guatemala : 1 072 627 (0,9 %) Sénégal : 599 069 (0,8 %) Nigeria : 11 319 646 (0,7 %) Mozambique : 1 758 058 (0,6 %) Rwanda : 864 201 (0,6 %) Namibie : 86 458 (0,2 %) RPD Lao : 336 844 (0,2 %) République de Gambie : 86 804 (0,09 %) Madagascar : 1 761 188 (0,04 %) Bénin : 803 676 (- 1,9 %)
<b>Total : 19 528 151</b>	<b>Total : 33 712 490</b>	

Source des données : Base de données de l'OMS ou rapports publiés à partir d'enquêtes par grappes à indicateurs multiples (EGIM), d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) et d'enquêtes nationales menées selon les méthodes SMART (indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps).

## ii) Émaciation chez les enfants

Signe d'une malnutrition aiguë, l'émaciation se rapporte à un enfant avec un poids insuffisant par rapport à sa taille. Ce phénomène est sensible aux changements soudains tels que la sécheresse, la hausse du prix des denrées alimentaires et l'instabilité. L'objectif mondial de l'OMS est la régression et le maintien du taux d'émaciation chez les enfants à moins de 5 % dans tous les pays.

Les dernières enquêtes nationales indiquent une prévalence de l'émaciation inférieure à 5 % dans neuf des pays du Mouvement SUN, mais seuls le Guatemala, le Pérou et la Tanzanie se conforment à l'objectif de manière constante depuis l'an 2000. Neuf autres pays enregistrent un taux de prévalence de l'émaciation supérieur à 10 %. Les taux les plus élevés sont enregistrés au Bangladesh, en Indonésie et au Nigeria. On note une régression constante du taux d'émaciation depuis 2000 au Burkina Faso, en Éthiopie, en Mauritanie, au Mozambique, au Rwanda et, dans une certaine mesure, au Malawi et en Sierra Leone.

Les chiffres les plus récents sur la prévalence de l'émaciation chez les enfants indiquent que les pays SUN comptant le plus grand nombre d'enfants souffrant d'émaciation sont le Nigeria avec 3,8 millions, l'Indonésie avec 3 millions, le Bangladesh avec 2,5 millions, l'Éthiopie avec 1,2 million et Madagascar avec un demi-million. Ces pays réunissent quelque 11 millions d'enfants souffrant de l'émaciation, soit deux tiers des 15 millions d'enfants souffrant de l'émaciation dans l'ensemble des pays du Mouvement SUN.

Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays SUN		
Émaciation En dessous de 5 %	Émaciation Entre 5 % et 10 %	Émaciation À partir de 10 %
Tanzanie (4,9 %, 2010)	Sénégal (9,8 %, 2011)	Bangladesh (17,5 %, 2011)
Mozambique (4,2 %, 2008)	Mali (8,9 %, 2010)	Madagascar (15,2 %, 2004)
Haïti (4,1 %, 2011-2012)*	Ghana (8,7 %, 2008)	Nigeria (14,4 %, 2008)
Malawi (4 %, 2010)	Bénin (8,4 %, 2006)	Indonésie (13,3 %, 2010)
République du Kirghizistan (3,4 %, 2005)	Namibie (7,5 %, 2006-2007)	Niger (12,4 %, 2006)
Zimbabwe (3,1 %, 2010-2011)	République de Gambie (7,4 %, 2006)	Népal (11,2 %, 2011)
Rwanda (3 %, 2010)	RDP Lao (7,3 %, 2006)	Mauritanie (10,7 %, 2011)*
Guatemala (1,1 %, 2008)	Sierra Leone (6,9 %, 2010)*	Burkina Faso (10,2 %, 2010)*
Pérou (0,6 %, 2009)	Zambie (5,6 %, 2007)	Éthiopie (10,1 %, 2011)
	Ouganda (5 %, 2006)	

Source des données : Base de données de l'OMS ou rapports publiés à partir d'enquêtes par grappes à indicateurs multiples (EGIM), d'enquêtes démographiques et sanitaires (EDS) et d'enquêtes nationales menées selon les méthodes SMART (indicateurs spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités dans le temps). \* Enquête nationale SMART validée (tous les chiffres ont été arrondis).

## PERSPECTIVES

### **Aller au-delà du traitement de la malnutrition aigüe sévère, Marie-Pierre Allié**

Bien que l'émaciation grave soit connue comme la forme la plus mortelle et la plus compliquée de malnutrition, elle continue de toucher plus de 20 millions d'enfants dans le monde entier, dans les pays stables comme dans les pays instables.

Des avancées considérables ont pourtant été réalisées en ce qui concerne les possibilités de traitement sur le terrain. Au cours des dix dernières années, le développement des modèles de soins à domicile a permis de renforcer les traitements comme on ne l'aurait jamais imaginé il y a quelques années. En 2010, par exemple, le Niger a soigné près de 300 000 enfants atteints de malnutrition, soit plus que ce qui était fait en un an dans le monde entier à la fin du vingtième siècle.

Mais nous ne devons pas nous satisfaire des modèles qui offrent une assistance nutritionnelle adéquate aux bébés alors que leur état nutritionnel est déjà catastrophique. Ces modèles ne prennent pas en compte les aspects cruciaux des causes et des conséquences de la malnutrition. Comme certains pays d'Amérique latine l'ont démontré, si l'objectif est de réduire la malnutrition infantile et donc également la mortalité infantile, nous devons à la fois prendre des mesures ayant un impact sur la situation nutritionnelle des enfants et comprendre que ces mesures doivent s'intégrer dans un programme de santé plus réfléchi, plus complet et adapté aux segments les plus vulnérables de la population concernée.

La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons désormais utiliser des aliments et des suppléments alimentaires très nourrissants contenant du lait et le juste équilibre de micronutriments essentiels pour soutenir la nutrition de l'enfant au cours des premières étapes fondamentales de son développement. Cependant, nous devons encore augmenter l'accès à ces produits et les associer à d'autres services sanitaires essentiels, tels que la vaccination, le traitement et les efforts de prévention des maladies comme le paludisme, la diarrhée et la pneumonie. Le défi des années à venir consiste à trouver des solutions pour mettre en place des systèmes d'exécution qui fonctionnent dans les pays dans lesquels ils sont employés et à trouver un modèle économique qui assure leur fonctionnement et leur soutien.



### iii) Allaitement exclusif des nourrissons jusqu'à l'âge de six mois

D'après les estimations de l'OMS (2012), la moyenne mondiale d'allaitement exclusif des enfants âgés de 0 à 6 mois est de 37 % pour la période allant de 2006 à 2010. L'objectif de l'OMS est l'augmentation du taux d'allaitement exclusif dans les six premiers mois d'au moins 50 % d'ici 2025. Cela représente une hausse relative de 2,3 % par an.

D'après les dernières enquêtes, le taux moyen d'allaitement exclusif pendant les six premiers mois pour l'ensemble des pays du Mouvement SUN est de 42 %. Le Rwanda enregistre la plus forte prévalence (85 %), suivi du Ghana, du Népal, du Pérou, de l'Ouganda et de la Zambie qui se situent dans la tranche de 60 à 70 %, puis de l'Éthiopie, de Madagascar et de la Tanzanie, qui se situent dans la tranche de 50 à 60 %. Parmi les pays avec un faible taux d'allaitement exclusif, on compte la Mauritanie et la Namibie dans la tranche des 20 %, le Burkina Faso et le Nigeria avec 15 %, et le Niger avec 10 %.

La moitié des pays du Mouvement SUN ont enregistré une augmentation, dont les plus importantes au Malawi (jusqu'à 71 %), en Gambie, à Haïti, au Mali, au Niger, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Cependant, la tendance montre d'importantes variations au fil du temps dans plusieurs pays. Les données de 2009 indiquent que le taux d'allaitement exclusif est tombé à 51 % à Madagascar, après une augmentation rapide de 41 % en 2000 à 67 % en 2004. À l'inverse, au Népal, les données de 2011 indiquent que la prévalence de l'allaitement exclusif a atteint 70 %, après une baisse rapide de 68 % en 2001 à 53 % en 2006.

## HISTOIRES SUN

### Enrichissement de la farine au Kirghizistan

Vers la fin des années 1990, Chynybai Tursunbekov était l'un des premiers minotiers du Kirghizistan à enrichir la farine, une méthode éprouvée qui permet aux mères et aux jeunes enfants de recevoir les micronutriments nécessaires pour lutter contre l'anémie et les carences en vitamines. Il est ainsi devenu un fervent défenseur de la loi nationale sur l'enrichissement de la farine, et dix ans plus tard, en 2009, la première étape a été franchie sous la forme d'une loi exigeant des minotiers l'enrichissement de la farine primaire et de première qualité des réserves gouvernementales.

À présent, Chynybai Tursunbekov est un membre du Parlement et milite en faveur d'une loi plus étendue. Pendant ce temps, sa successeure au moulin, Nurjan Tentimishova, continue d'enrichir la farine et reste motivée par la mission de l'entreprise : « Le bonheur d'une vie saine ». Elle considère l'enrichissement de la farine comme une responsabilité sociale et une contribution à la santé et au bien-être de la population du Kirghizistan.

Dans les années qui ont suivi l'adoption de cette loi, trente moulins ont reçu une assistance technique leur permettant d'enrichir leur farine, et l'association des minotiers s'est ralliée à l'initiative. Malheureusement, en 2012, les progrès ont cessé en raison d'une pénurie interne des matières premières utilisées pour enrichir la farine. Cette pénurie, qui devait se terminer en septembre 2012, a permis de rappeler qu'une politique nutritionnelle efficace nécessite de nombreux éléments mobiles. Une fois le problème de la pénurie résolu, les minotiers du Kirghizistan seront prêts à passer à l'étape suivante.

## CHAPITRE 3 : LE PROGRÈS MONDIAL

### Un nouveau modèle d'intendance

Le nombre de pays SUN a continué de croître rapidement l'année dernière, passant de 19 pays lors de la publication du dernier rapport à 28 pays en septembre 2012. Cette augmentation cadre avec l'augmentation soutenue du nombre d'acteurs impliqués dans chaque pays.

Pour suivre le rythme de cette expansion, une étude sur l'intendance a été préparée en vue de l'assemblée de haut niveau de septembre 2011, qui comptait plus de 150 participants.

Un modèle d'intendance, proposant un mécanisme multi-acteurs comme meilleure option pour la gestion du mouvement SUN, a été adopté en novembre 2011. Ce modèle préconisait la création d'un Groupe Principal de haut niveau, d'un certain nombre de réseaux axés sur les tâches à accomplir (se substituant à l'ancien système de groupes de travail), d'un système bien connecté de « champions » SUN destiné à initier le changement dans chaque pays et d'un secrétariat qui faciliterait le travail du Groupe Principal, coordonnerait les points focaux des pays et favoriserait la diffusion des meilleures pratiques et des connaissances entre les membres de SUN. Ces structures ont pris forme dans le courant de l'année 2012.

Par ailleurs, la décision d'établir le siège du Mouvement SUN dans les bureaux du secrétaire général des Nations Unies revêt de légitimité cette nouvelle approche organisationnelle. En avril 2012, 27 dirigeants (voir annexe) de divers horizons ont été désignés pour former le Groupe Principal, avec pour mission de fournir un soutien de haut niveau et une vision pour l'avenir. La première réunion du groupe a eu lieu en avril et a été suivie d'une série de négociations stratégiques en juin 2012. Le bilan de ces réunions paraîtra dans le document sur la stratégie SUN qui devrait être disponible en septembre 2012.

**« Nous n'avons jamais eu autant de connaissances, de données, de volonté politique et d'engagement communautaire pour l'éradication de la malnutrition. »**

Tom Arnold,  
PDG de Concern Worldwide,  
mai 2012

## De la feuille de route au cadre stratégique

Afin d'alimenter la réflexion sur la stratégie du Mouvement SUN, le Groupe Principal s'est concentré sur sept thèmes clés et continuera de s'assurer que SUN les prend en compte dans les développements à venir.

### i) Mettre en place un cadre de résultats et de responsabilisation solide

La responsabilité mutuelle est un principe essentiel qui unit le Mouvement SUN. Une structure formelle permettant de mesurer la performance est nécessaire pour y parvenir. Le chapitre 2 décrit les étapes qui permettent aux pays SUN de suivre les performances dans quatre domaines essentiels, mais souligne également le degré d'accomplissement nécessaire dans certains des domaines les plus problématiques, tels que la mise en place d'un mécanisme clair de suivi financier en faveur de la nutrition. L'accès à l'information par les parties prenantes sera un élément crucial de la responsabilisation.

### ii) Partager les meilleures pratiques

Le partage des meilleures pratiques entre les membres SUN, que ce soit entre les différents pays ou entre les partenaires nationaux et régionaux, sera essentielle pour comprendre l'ampleur de la réussite du renforcement de la nutrition dans des conditions réelles. Le Mouvement SUN facilite ce partage en programmant des téléconférences régulières entre les points focaux SUN et en organisant des congrès SUN internationaux. Une toute nouvelle version du site Web de SUN sera disponible en septembre 2012 et inclura un espace dans

lequel les pays pourront publier des exemples de leurs propres progrès. Les théoriciens et les praticiens forment actuellement un groupe de travail SUN dans le but de faciliter la diffusion de nouveaux éléments en faveur des programmes et de la politique pour la nutrition.

*« En améliorant l'accès à la nourriture, nous n'améliorons pas nécessairement la nutrition. L'augmentation des revenus et la création de nouveaux marchés ne le font pas non plus. Pour améliorer la nutrition, nous devons nous concentrer sur la nutrition elle-même et l'intégrer dans toutes nos initiatives sur la sécurité alimentaire. »*

Hillary Clinton,  
Secrétaire d'État  
des États-Unis, mai 2012

À titre d'exemple en matière de partage des meilleures pratiques, on peut citer l'initiative d'examen par les pairs sud-sud (South South Peer Review Initiative) associée à l'Organisation Ouest Africaine de la Santé et soutenue par la Banque mondiale. Cette initiative, qui concerne actuellement trois pays (le Sénégal, le Ghana et la Gambie) donne l'opportunité aux uns et aux autres d'examiner les politiques et les programmes de chacun, y compris ce qui a trait aux finances et à la coordination.

### iii) Souligner l'importance de l'investissement

Il est primordial d'insister sur l'importance de l'investissement dans la nutrition afin d'impliquer un plus grand nombre de dirigeants politiques et d'assurer une plus grande mobilisation des ressources de la part des gouvernements et d'autres parties prenantes. Il s'agit également d'un moyen essentiel pour attirer l'attention politique des ministres des Finances qui tiennent les cordons de la bourse.

En 2012, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, soutenue par l'Union africaine, a engagé une initiative basée sur son étude « Le coût de la faim en Afrique » publiée en mars 2012, pour aider les ministres des Finances des pays africains à comprendre la sous-nutrition et à la prendre en compte dans les budgets nationaux. Cette initiative vise à permettre aux gouvernements de quatre pays pilotes (Ouganda, Éthiopie, Swaziland et Égypte) d'estimer le coût des soins de santé supplémentaires, de l'abandon scolaire, de la perte de salaire et de la baisse de productivité. Bien que ces études ne suffisent pas à elles seules à garantir le changement, elles invitent les ministres des Finances à la table de la nutrition et font valoir le droit des peuples à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

#### **iv) Suivre les investissements financiers en matière de nutrition et prôner une augmentation des ressources**

Dans tous les domaines, les parties prenantes ont besoin de systèmes fiables pour évaluer le niveau d'investissement financier en matière de nutrition et pour déterminer plus précisément les secteurs qui doivent recevoir les futures ressources. Plus facile à dire qu'à faire : bien que de nombreuses lignes budgétaires aient des conséquences sur la nutrition en tant qu'objectif, rares sont celles qui se concentrent sur celle-ci. Plusieurs études, notamment celle réalisée par l'ONG internationale Action Contre la Faim (ACF), estiment sur base des sources d'informations disponibles que les financements pour la nutrition sont très insuffisants. Cependant, un travail plus approfondi est nécessaire pour comprendre et développer des méthodes cohérentes qui permettent d'évaluer les flux de financement. Le réseau de donateurs de SUN a commencé ce travail en 2012 et le continuera au cours de l'année à venir.

#### **v) Prôner la parité et l'émancipation de la femme**

Le cycle de la sous-nutrition ne sera jamais cassé si les femmes ne disposent pas des ressources nécessaires pour prendre des décisions garantissant leur bien-être et celui de leurs familles. L'émancipation de la femme dans son foyer et sur son lieu de travail, qu'il soit rural ou urbain, semble également logique sur le plan économique. Les membres de SUN doivent par conséquent démontrer leur engagement en faveur de l'émancipation de la femme à travers toutes leurs décisions politiques et tous leurs programmes, et non pas seulement dans le cadre des projets traditionnellement associés aux femmes.

**« S'assurer qu'un enfant reçoive une alimentation adéquate durant ses mille premiers jours est bénéfique à toute son existence : un enfant bien nourri réussira mieux à l'école, combattra plus facilement les maladies et gagnera même mieux sa vie lorsqu'il sera adulte. »**

Rajiv Shah, Administrateur USAID, mai 2012

La contribution des femmes aux résultats nutritionnels va bien au-delà de leur rôle dans la reproduction. Parmi les facteurs de la sous-nutrition, on compte le manque d'accès pour les femmes à des aliments nourrissants (tant dans la société qu'au sein de leur foyer), à des soins de santé efficaces, à une eau de qualité et à un assainissement correct. Ces facteurs incluent également le manque de temps dont elles souffrent pour s'occuper correctement de leurs enfants en raison des sollicitations extérieures. Une analyse sexospécifique est nécessaire pour pouvoir apprécier dans leur totalité les facteurs de la sous-nutrition et l'impact potentiel des différentes interventions relatives à l'émancipation des femmes.

De telles interventions doivent permettre aux femmes d'avoir accès à des régimes nourrissants, contribuer à leur indépendance économique et à leurs moyens de subsistance et garantir l'égalité des chances pour posséder un terrain et accéder aux marchés. Les différentes parties prenantes du Mouvement SUN jouent un rôle important en présentant des exemples d'actions qui permettent d'aborder la dimension du genre au sein du renforcement de la nutrition.

## PERSPECTIVES

### L'émancipation des femmes, Mary Robinson

La sous-nutrition touche les populations les plus pauvres et particulièrement les femmes et les enfants. C'est la raison pour laquelle il est essentiel d'aborder la dimension de genre dans le contexte de la sous-nutrition. L'émancipation des femmes peut avoir un effet transformateur sur les familles et les communautés. Toutefois, pour tirer profit de cet effet, les barrières sociales, culturelles, économiques et politiques qui retiennent les femmes doivent disparaître.

La capacité des femmes à faire face aux risques sanitaires et nutritifs propres au changement climatique doit être améliorée. Pour cela, l'accès des femmes à la terre, à l'éducation, à l'information, aux technologies, au crédit, à la protection sociale, à la prise de décision et à l'acquisition de revenus doit être amélioré. Nous devons donner corps à nos objectifs en menant des actions concrètes visant à abattre les barrières qui entravent l'émancipation de la femme et la parité. Sans cela, la sous-nutrition, qui est l'un des enjeux mondiaux socio-économiques et sanitaires les plus sérieux, ne pourra pas être prise en charge de manière efficace.

Nous savons que l'émancipation des femmes peut accroître leur productivité agricole de 20 à 30 pour cent, augmenter la production agricole nationale de 2,5 à 4 pour cent et protéger 100 à 150 millions de personnes contre la faim. Ces statistiques sont importantes et ces informations soulignent la nécessité d'une analyse fiable pour définir des actions adéquates.

Je pense qu'il faut faire évoluer les mentalités vers une reconnaissance de la dimension de genre et de l'émancipation des femmes comme des éléments clés du problème de la sous-nutrition. Si nous ne donnons pas aux femmes la possibilité de prendre le contrôle de leur vie et de devenir autosuffisantes, nous continuerons à ignorer et à sous-estimer la contribution de la moitié de la population.

## **vi) Mobilisation et communication**

Bien que la nutrition prenne rapidement de l'importance dans l'ordre du jour de la scène internationale, le travail est loin d'être terminé. Transformer les objectifs en résultats nécessite une mobilisation soutenue à tous les niveaux. Pour cela, il est nécessaire d'établir un message cohérent et uniforme et de définir les attentes de toutes les parties prenantes. En 2012, SUN a continué d'assurer son rôle de catalyseur et de facilitateur en participant à la coordination des actions dans le cadre d'initiatives telles que la campagne des 1000 jours.

## **vii) Se rassembler autour des principes de SUN**

À tous les niveaux, les membres de SUN doivent continuer à agir conformément à un ensemble défini de principes d'engagement. Chaque réseau et chaque pays déterminent leurs propres priorités mais, globalement, tous les membres du mouvement s'engagent à travailler ensemble, à partager des informations et à se tenir mutuellement responsables.

***« Nous sommes en mesure d'offrir un meilleur départ dans la vie à des millions d'enfants parmi les plus pauvres du monde. Les gouvernements, les entreprises et les ONG doivent aujourd'hui travailler ensemble pour améliorer la nutrition des populations les plus pauvres du monde. »***

Andrew Mitchell,  
Secrétaire du ministère du  
Développement international  
du Royaume-Uni,  
août 2012

## SUN et les autres initiatives internationales en matière de nutrition

En 2012, la nutrition a fait son entrée dans le discours politique courant et s'est inscrite dans un certain nombre d'initiatives internationales. En mai, le G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement africain (New Partnership for Africa's Development, NEPAD) et le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (Comprehensive Africa Agriculture Development Programme, CAADP) ont mis sur pied la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (New Alliance for Food Security and Nutrition) et le G20 à Los Cabos a souligné l'importance du rôle du programme de renforcement de la nutrition. En juin, lors de la conférence Rio+20 sur le développement durable, Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations Unies, a lancé le défi « Zéro Faim » qui inclut spécifiquement l'élimination du retard de croissance aux objectifs à atteindre.

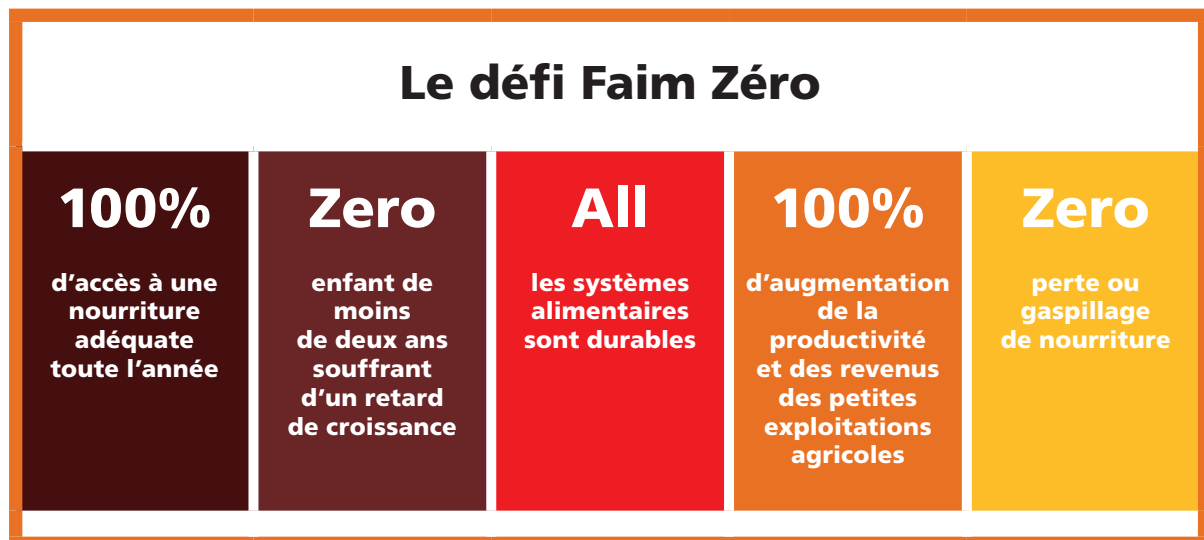
*« Dans le passé, on a observé un manque d'intérêt presque total pour la famine dont souffraient les populations pauvres du monde entier. Petit à petit, nous avons pris conscience du mal causé par la faim et de la barrière qu'elle constitue pour le développement humain. C'est dans cette nouvelle optique que plusieurs pays se sont réunis à Londres avec l'intention louable de trouver des moyens de lutter contre la faim. »*

Michel Temer,  
Vice-Président du Brésil,  
août 2012

Durant les Jeux olympiques de 2012 à Londres, un événement sur la faim, organisé par le premier ministre britannique David Cameron et le vice-président brésilien Michel Temer, a mis en exergue les réalisations du Mouvement SUN et amené des gouvernements, des ONG, des entreprises et des personnalités sportives à encourager la réalisation d'actions décisives en matière de nutrition avant les Jeux olympiques qui auront lieu en 2016 à Rio.

Ce type d'initiative représente un renouvellement du soutien accordé au Mouvement SUN et s'avère essentiel pour obtenir une plus grande mobilisation de ressources et un engagement accru, et ainsi accélérer la réduction de la sous-nutrition au niveau mondial.

### Le défi Faim Zéro





## LE DROIT À L'ALIMENTATION

Un tournant décisif a eu lieu en 2012 avec le passage de la résolution sur le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Ce texte aborde la question de l'alimentation et de la sécurité nutritionnelle dans une mesure jamais atteinte auparavant et ratifie plusieurs des principes clés du Mouvement SUN.

Cette résolution est importante car elle présente les principes SUN à un public plus large au sein des Nations Unies et peut servir d'outil de mobilisation pour amener plus de pays à la table de SUN. Plus précisément, la résolution appelle les États et les organisations internationales compétentes à :

- lutter contre les différentes formes de malnutrition afin de faire valoir le droit à une alimentation adéquate en adoptant si nécessaire une stratégie nationale à cet égard ;
- prendre des mesures pour soutenir les programmes visant à lutter contre les effets irréversibles de la sous-nutrition chronique pendant la petite enfance, en ciblant plus spécifiquement les mille premiers jours de la vie d'un enfant ;
- soutenir les plans et les programmes nationaux afin d'améliorer la nutrition dans les foyers les plus pauvres, et plus spécifiquement les plans et les programmes qui visent à lutter contre la sous-nutrition chez les mères et les enfants et contre les effets irréversibles de la sous-nutrition chronique pendant la petite enfance.

## PERSPECTIVES

### **Pourquoi les mouvements sociaux doivent s'inclure dans un espace politique partagé, Alessandra da Costa Lunas**

En Amérique latine, la distribution de la richesse, et donc de la nourriture, est extrêmement inégale et ceux qui travaillent la terre et produisent de la nourriture sont régulièrement victimes de la faim et de discrimination. C'est pourquoi il est extrêmement intéressant pour nous de partager des espaces politiques communs, où nous pouvons débattre et proposer des politiques concernant la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire avec nos gouvernements, ainsi qu'avec des organisations de développement international comme le FIDA et la FAO.

À la COPROFAM\*, d'où je suis issue, nous favorisons le dialogue et le travail commun entre les groupes de la société civile et les décideurs sur le droit à l'alimentation. Nous prenons part au Conseil national sur la sécurité et la souveraineté alimentaires (National Council for Food Security and Sovereignty) au Brésil, ainsi qu'aux réunions spéciales du MERCOSUR sur l'agriculture familiale, afin de définir des politiques à long terme permettant de soutenir les exploitations agricoles familiales et d'améliorer la qualité de la nourriture pour l'ensemble de nos peuples : de nos enfants à nos adolescents en passant par nos communautés.

D'après nous, construire ces espaces partagés et y participer constitue une forme de démocratie participative au sein de laquelle nous pouvons partager des informations et des connaissances et discuter de la manière d'augmenter l'investissement de l'État dans l'agriculture paysanne et familiale. Nous devons trouver des manières de donner la priorité à ce type d'agriculture dans les chaînes de commerce, de les adapter au changement climatique et d'atteindre une transparence et un niveau compétitif sur les marchés agroalimentaires.

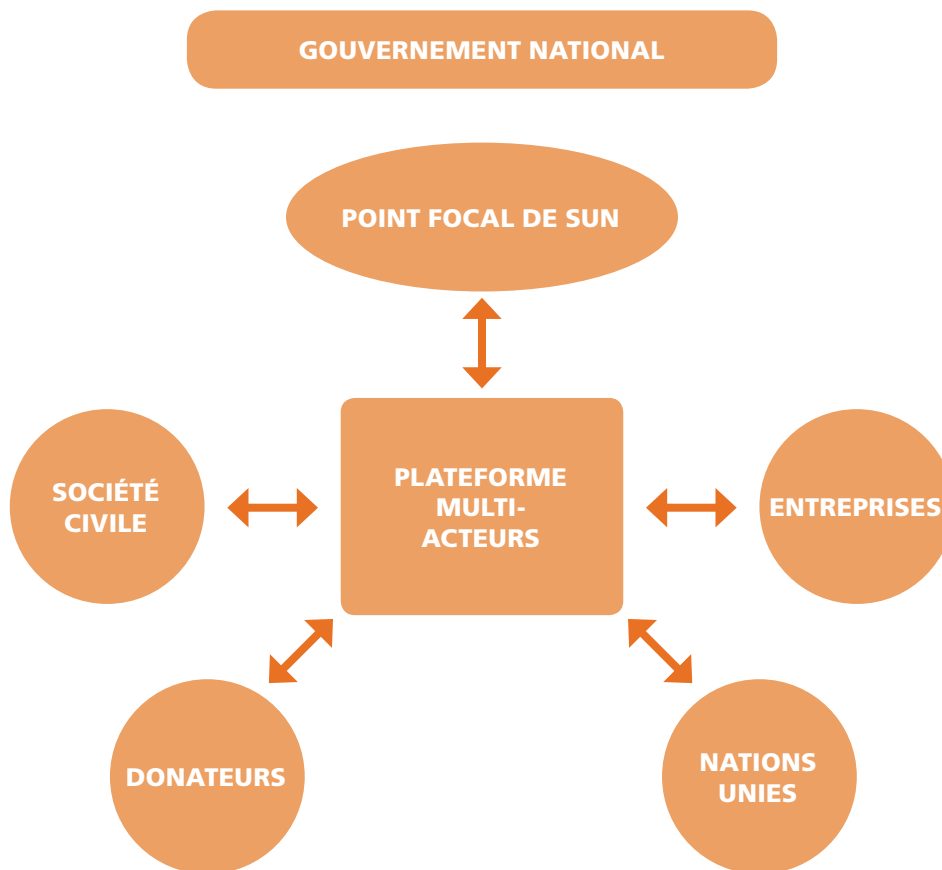
\* COPROFAM : confédération des paysans et des familles de producteurs du Mercosur intégrée aux confédérations nationales en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Équateur, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay.

# CHAPITRE 4 : CONSTRUCTION DES RÉSEAUX SUN

## Des groupes de travail aux réseaux

Le Mouvement SUN doit élargir la base consacrée à la nutrition. Au cours de l'année 2011-2012, le Mouvement SUN a lancé cinq réseaux pour aider les parties prenantes de même sensibilité à trouver des manières de collaborer plus efficaces au niveau national comme au niveau international. Les réseaux sont issus de six groupes de travail préexistants. Au cours de l'année passée, ils se sont concentrés sur la définition de leur appartenance et de leur mission.

### Les réseaux du mouvement sun au niveau national



Chaque réseau a un caractère unique. Certains réseaux ont un caractère exploratoire, comme le réseau d'entreprises privées qui est un élément plutôt récent dans le mouvement consacré à la nutrition. D'autres réseaux sont mieux définis, comme le réseau de donateurs qui a réalisé un travail considérable en matière d'alignement des activités de financement.

La force de chaque réseau varie d'un pays à l'autre. Ils partagent cependant tous le même objectif : s'unir contre la sous-nutrition et trouver des solutions pour favoriser la collaboration à travers les disciplines et les secteurs.

### i) Réseau de pays

Le réseau de pays est constitué de points focaux nationaux et forme le cœur du Mouvement SUN. Les hauts fonctionnaires des gouvernements et les points focaux sont les « champions » nationaux du mouvement et jouent un rôle déterminant dans sa réussite.

Ils sont passionnés par leur mission et s'engagent depuis longtemps en faveur de sa cause. Ils sont dynamiques, influents et savent comment faire avancer les choses. Les points focaux représentent le cœur d'un réseau d'acteurs et de connecteurs sociaux nationaux qui ont gagné le respect des fonctionnaires, des militants sociaux, des entrepreneurs et des donateurs internationaux.

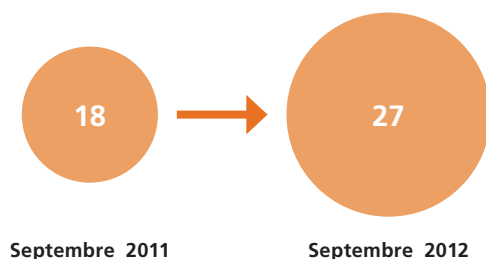
Pour beaucoup, l'année 2011-2012 a été placée sous le signe de la transformation : la lutte contre la sous-nutrition jusqu'alors souvent négligée a été intégrée dans l'ordre du jour et le mouvement a rejoint un réseau international de militants et obtenu un grand soutien national et une reconnaissance internationale.

Les participants ont donc gagné en confiance et augmenté leur pouvoir de mobilisation. Auparavant, un seul représentant par pays participait aux téléconférences du réseau. Désormais, plusieurs représentants y prennent part et sont de plus en plus résolus à s'engager dans une discussion productive.

Au niveau national, les points focaux ont joué un rôle de catalyseur en établissant des plateformes multi-acteurs. Ils ont également dirigé le processus de rassemblement et d'analyse des informations pour les rapports des pays SUN. Ces informations sont essentielles à l'analyse présentée dans le chapitre 2.

Au niveau international, le réseau de pays SUN organise régulièrement des conférences téléphoniques qui sont partagées en trois groupes : Asie, Afrique de l'Est et Amérique latine, et Afrique de l'Ouest et centrale. Ainsi, les régions et les continents peuvent se soutenir mutuellement. Par exemple, les membres de l'Afrique de l'Ouest s'aident activement en partageant des conseils et des observations. Ils créent ainsi une atmosphère collégiale qui aide à renforcer la coopération en réponse à la crise nutritionnelle dont souffre le Sahel en 2012. Le secrétariat SUN et le secrétariat du Comité permanent de la nutrition de l'ONU ont apporté une assistance logistique à ces réunions en organisant les réunions et en répondant aux demandes de renseignements.

### Points focaux nationaux de SUN



Le prochain défi consiste à trouver des mécanismes permettant d'aider les pays SUN à accéder aux informations dont ils ont besoin. Si leur portée et leur ambition prennent de l'ampleur, il en va de même pour les demandes relatives aux études de cas et aux meilleures pratiques. Un autre défi consiste à permettre les échanges à travers les fuseaux horaires et les différentes langues. Un soutien efficace pour une coopération sud-sud requiert des ressources.

## **ii) Réseau de la société civile**

Les organisations de la société civile (OSC) travaillent sur la nutrition depuis des décennies, souvent dans un contexte de scepticisme officiel. Depuis des années, les OSC jouent un rôle essentiel en tant qu'organes de surveillance, communicateurs, défenseurs, recenseurs de données et exécutants. Le Mouvement SUN doit beaucoup à ceux qui ont persévéré pour garder la nutrition à l'ordre du jour.

Les nombreux membres et la légitimité reconnue des OSC (par une autorité experte ou par un soutien populaire) sont une source importante de pouvoir et d'influence pour le Mouvement SUN. Les OSC sont généralement bien organisées verticalement (chaînes de commandement hiérarchisées), mais elles ont parfois besoin d'aide pour s'organiser horizontalement (entre les disciplines et les secteurs.)

Le problème du financement est toujours d'actualité. Au niveau national, de nombreux participants signalent une absence de progression du maintien des aides provenant des donateurs. En mai 2012, une proposition a été formulée pour le financement des réseaux SUN de la société civile dans 11 pays, avec près de 300 organisations participantes. La proposition estime le besoin de financement à 10,5 millions de dollars américains sur une période de trois ans, pour les activités nationales et la formation d'une petite équipe internationale. Ce financement aiderait à construire une nouvelle alliance autour de la nutrition ou à consolider une alliance préexistante. Un financement multidonateurs a été établi par la DFID, l'Irish Aid et la coopération suisse pour soutenir les organisations de la société civile à travers des organisations internationales membres du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires. Ce financement doit réaliser ses premiers versements en août 2012.

Les réseaux de la société civile varient considérablement selon les pays. En Tanzanie, par exemple, plus de 90 groupes ont officiellement lancé un partenariat autour de la nutrition (Partnership for Nutrition, PANITA) en 2011. Depuis lors, le nombre de leurs adhérents a doublé. D'autres pays tels que le Bangladesh possèdent une société civile dynamique et active sur les questions de nutrition et cherchent désormais à établir des mécanismes de coordination accessibles à tous. Pour eux, l'année 2011-2012 a été placée sous le signe de la consolidation et du renforcement. Dans certains pays, tels que le Guatemala, le Mozambique et le Niger, les OSC font face à un manque de ressources majeur.

## RÉSEAU D'ENTREPRISES PRIVÉES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

- **Historique de responsabilité sociale et de leadership au sein de la communauté**
- **Historique d'actions en matière de responsabilité sociale ou d'engagements en faveur de causes liées au développement, y compris la nutrition**
- **Pratiques responsables en matière d'emploi**
- **Main-d'œuvre**

communauté des entreprises privées peut être d'une grande aide pour le Mouvement SUN et les efforts nationaux en matière de renforcement de la nutrition. Dans le cadre d'une réponse coordonnée public-privé et en soutien aux institutions publiques, le secteur privé peut apporter ses avantages comparatifs pour contribuer efficacement au développement et à la mise en place des politiques et des programmes nationaux de nutrition. Le développement de réseaux d'entreprises privées performants, au niveau national et international, est l'un des objectifs phares de SUN mais reste en cours de réalisation. Une rencontre des responsables des entreprises est prévue ultérieurement en 2012 pour déterminer la voie à suivre.

Les défenseurs de la nutrition ont réussi leur mission de sensibilisation sur les pratiques commerciales nocives, telles que la commercialisation de substituts du lait maternel dans les environnements pauvres en ressources, et à exiger une législation en la matière.

Le réseau d'entreprises privées SUN vise à encourager les actions en faveur de l'émancipation des femmes et des enfants pour une meilleure nutrition. Son objectif consiste à exploiter l'expertise permettant de concevoir des outils en faveur de la nutrition, comme la production d'aliments enrichis, le contrôle qualité, la distribution, la recherche, les technologies de l'information, le marketing et d'autres activités commerciales. Les pratiques en milieu professionnel en faveur de la nutrition, telles que les congés maternité et les environnements qui accueillent les enfants et les mamans, jouent aussi un rôle important en la matière.

Cependant, dans presque tous les pays, les mouvements pour le renforcement de la nutrition ont réussi à asseoir les défenseurs de la société civile à la table des décideurs politiques, aux niveaux national, régional et local.

Un certain nombre de réseaux de la société civile ont amorcé des événements de lancement SUN d'envergure (par exemple, au Bangladesh et au Ghana) et ont travaillé dur pour convaincre les gouvernements de s'engager dans le renforcement de la nutrition et de rejoindre le Mouvement SUN.

### iii) Réseau d'entreprises privées

Dans le cadre du processus multi-acteurs relatif à la nutrition, la collaboration avec la

## **PERSPECTIVES**

### **Le secteur privé au service de la nutrition - par Paul Polman**

Jusqu'à présent, les interventions dans le cadre de la nutrition se concentrent essentiellement sur les systèmes de santé publique, tandis que des lacunes persistantes sur le marché et les contraintes de la demande découragent de nombreuses organisations, y compris des entreprises privées, d'investir dans les progrès au niveau de la chaîne alimentaire.

Afin de créer la différence, le gouvernement, le secteur privé et la société doivent élaborer de nouveaux modèles axés sur ce qui peut être fait pour apporter des solutions à la sous-nutrition.

Le secteur privé, par exemple, peut fournir des solutions pour permettre un meilleur accès pour tous aux aliments nourrissants, en investissant dans l'agriculture durable, en soutenant les petits producteurs agricoles, en aidant à diminuer le gaspillage de nourriture et en élaborant et en commercialisant des aliments nourrissants qui répondent aux besoins des consommateurs.

Je crois que si nous jouons chacun notre rôle, nous serons en mesure d'assurer un avenir durable, sans faim et sans malnutrition.

Le réseau d'entreprises privées SUN s'appuie sur le travail réalisé en 2010-2011 par le groupe de travail SUN composé de 18 membres issus du secteur des entreprises. Ce groupe de travail avait alors créé une boîte à outils sur l'engagement du secteur privé. L'alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (Global Alliance for Improved Nutrition, GAIN), qui travaille avec 600 entreprises dans 30 pays, galvanise le développement de ce nouveau réseau et devra encore relever des défis majeurs. Le réseau doit identifier les rôles qui peuvent être endossés par les entreprises et les lacunes qu'elles peuvent combler afin de contribuer à l'objectif collectif des parties prenantes du Mouvement SUN. Lorsque les membres du réseau collaborent à l'objectif du mouvement, ils cherchent des fonds de donateurs bilatéraux et de fondations indépendantes plutôt que du secteur privé. Afin de favoriser la collaboration des entreprises, le gouvernement néerlandais a lancé un fonds de partenariat public-privé de 60 millions d'euros pour l'entreprenariat durable et la sécurité alimentaire. Son premier appel d'offres a été clôturé le 11 juin et a reçu plus de 120 propositions. Le réseau encourage les autres donateurs à faire de même.

Dans les pays SUN, plusieurs approches différentes aident les entités gouvernementales et les autres parties prenantes dans leur collaboration avec les entreprises pour améliorer la nutrition des populations. Au Malawi, des entreprises du secteur privé font déjà partie de la plateforme SUN. Dans ce pays, l'organisation Valid Nutrition fabrique des pâtes enrichies pour le traitement et la prévention de la malnutrition et s'est associée avec un certain nombre d'ONG pour garantir que ces produits soient commercialisés de manière appropriée. Plusieurs plateformes de pays SUN établissent des principes clairs à l'intention des entreprises s'engageant dans le Mouvement de Renforcement de la nutrition. Elles sont soutenues par le réseau d'entreprises privées SUN et le secrétariat du Mouvement SUN. Ceux-ci recommandent l'exclusion des fabricants de produits pour les enfants dont les pratiques de commercialisation sont contraires au code international de commercialisation des substituts de lait maternel.

#### iv) Réseau de donateurs

Le réseau de donateurs est un réseau bien établi du Mouvement SUN qui a réalisé des progrès significatifs en désignant des responsables nationaux et en collaborant à l'échelle internationale.

Dans l'ensemble, il rassemble 34 participants d'un certain nombre de pays donateurs, d'organisations internationales et de fondations privées qui prennent part aux appels communs toutes les trois semaines (ou plus régulièrement avant les événements importants).

Le réseau de donateurs se concentre notamment sur les priorités suivantes :

- Définir des indicateurs pour contrôler le comportement des donateurs. Les indicateurs sont désormais établis et seront bientôt évalués dans deux à quatre pays pilotes.
- Trouver des méthodes pour mieux suivre le financement des programmes axés sur la nutrition et en faveur de la nutrition. Cet objectif est mis en œuvre en collaboration avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE mais sa réalisation s'avère difficile. L'approche actuelle consiste à étudier les finances d'un petit groupe de pays SUN et de comparer leur situation en 2011 et 2012.
- Avoir accès à un plus large groupe de donateurs. Cet objectif reçoit un succès mitigé mais un nombre croissant d'acteurs y prennent part, dont l'Australie, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège.
- Être entendu sur les forums internationaux. Ces forums incluent les déclarations importantes sur la nutrition au G8, au G20 et à Rio+20, la mise en place de nouvelles stratégies en matière de nutrition par l'OMS et la FAO et un accord sur les objectifs de l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2012.

#### PRINCIPES DE LA PARTICIPATION DU DONATEUR\*

- **Renforcer l'appropriation et le leadership des pays**
- **Se concentrer sur les résultats**
- **Adopter une approche multisectorielle**
- **Se concentrer sur l'efficacité**
- **Développer la collaboration et l'inclusion**
- **Promouvoir la responsabilité**

\* Principes définis lors de la première réunion des hauts fonctionnaires SUN organisée au Canada par l'Agence canadienne de développement international.



Des responsables donateurs ont été désignés dans 22 des 28 pays SUN. Ils proviennent du Canada, de la CE, de l'Irlande, de la Suisse, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Banque Mondiale. Un effort est réalisé pour agrandir ce groupe et identifier des responsables pour les pays manquants.

Certains réseaux de donateurs nationaux ont réalisé plus de progrès que les autres. En Zambie, par exemple, le réseau a travaillé avec les autres membres de la plateforme nationale pour établir un programme d'action entièrement chiffré sur 1000 jours et un fonds commun.

À tous les niveaux, il est essentiel d'éviter la fragmentation des acteurs ayant une influence sur la nutrition. Même au sein des ministères d'aide au développement, les mondes de la santé, de l'agriculture ou de l'humanitaire restent séparés et la communication est limitée. Les donateurs ont obtenu différents niveaux de réussite face à ce défi.

#### v) Réseau des Nations Unies

Le travail de nombreuses agences des Nations Unies et d'autres organisations internationales, leur financement et leurs programmes ont une incidence directe sur la nutrition, en ce qui concerne les politiques comme les normes, et à travers des interventions directes sur le terrain.

Au cours des cinq dernières années, les agences des Nations Unies se sont efforcées d'agir plus harmonieusement, en suivant la philosophie « Unis dans l'action ». Les résultats ont été mitigés. Les donateurs les plus importants des Nations Unies insistent sur le besoin d'une meilleure coordination.

### RESPONSABLES DES DONATEURS

BANGLADESH	Banque mondiale États-Unis
BÉNIN	Banque mondiale
BURKINA FASO	CE
ÉTHIOPIE	Banque mondiale États-Unis (à confirmer)
RÉPUBLIQUE DE GAMBIE	Banque mondiale
GHANA	États-Unis
GUATEMALA	Banque inter-américaine de développement
RÉPUBLIQUE DU KIRGHIZSTAN	Banque mondiale
RDP LAO	CE
MALAWI	Irlande États-Unis
MALI	Canada
MOZAMBIQUE	Danemark
NÉPAL	Banque mondiale
NIGER	CE
PÉROU	Banque mondiale
RWANDA	États-Unis
SÉNÉGAL	Banque mondiale
SIERRA LEONE	Irlande États-Unis
TANZANIE	Irlande États-Unis
OUGANDA	États-Unis
ZAMBIE	Royaume-Uni
ZIMBABWE	Suisse

**Total des donateurs responsables: 22**

## L'INITIATIVE REACH

**Au niveau national, un consortium d'agences (l'UNICEF, le PAM, la FAO et l'OMS, pris en charge par le FIDA) a développé en 2008 une initiative pilotée par les pays. L'initiative REACH collabore avec les gouvernements nationaux et les autres parties prenantes pour soutenir les politiques de nutrition, les plateformes de nutrition locales, les stratégies multi-sectorielles et les cadres de résultats communs. Le secrétariat de REACH est basé à Rome et offre une assistance technique et logistique importante au réseau de pays SUN, ainsi que d'autres activités internationales. L'initiative s'étendant désormais à 16 pays et le groupe va continuer à évoluer.**

Dans le secteur de la nutrition, de nombreux efforts ont été entrepris par les Nations Unies et par d'autres organisations internationales pour que les activités soient harmonisées. Le Comité permanent de la nutrition (CPN) de l'ONU, créé en 1977 par ECOSOC, promeut une nutrition de qualité au niveau politique international. Au cours des 35 dernières années, il a fait l'objet de plusieurs enquêtes, dont la plus récente en 2010. Actuellement, le CPN rassemble quatre agences des Nations Unies : l'UNICEF, le PAM, la FAO et l'OMS. D'autres agences des Nations Unies et organisations internationales clés y participent (AIEA, Bioversity, l'UNDAES et l'UNHCR). Le CPN a commencé à élargir son réseau et à se mobiliser pour qu'un plus grand nombre d'agences des Nations Unies s'engagent activement dans le Mouvement SUN.

Le CPN a joué un rôle déterminant dans l'implantation du réseau de pays SUN, le maintien régulier des appels de téléconférence, l'assistance apportée aux points focaux des pays et la satisfaction des demandes de renseignements. Il a permis de placer la nutrition sur le devant de la scène internationale, notamment au sein de l'Assemblée mondiale de la santé et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Il a également traduit la perspective SUN sous la forme d'un nouveau système d'information international sur l'action pour la nutrition de l'OMS (GINA). De plus, le secrétariat du CPN a apporté un soutien continu au secrétariat du Mouvement SUN, par exemple à travers l'apport d'informations sur les indicateurs de nutrition nationaux.

**« Investir au niveau du partenariat le plus fondamental de tous, celui qui existe entre la mère et son enfant, est la première étape et le meilleur moyen de voir grandir des enfants en bonne santé, des familles prospères et des communautés solides. »**

Carolyn Miles,  
PDG de Save the Children,  
mai 2012

Les Nations Unies soutiennent conjointement les priorités nationales et les besoins d'un certain nombre de pays. Les agences des Nations Unies apportent leur soutien pour identifier des programmes et des politiques performantes, des bonnes pratiques pour la mise en œuvre des programmes, des cadres de surveillance ainsi que des programmes de renforcement des capacités et de mise en œuvre des actions clés

en matière de nutrition. L'OMS et l'UNICEF ont organisé des réunions régionales pour réviser les stratégies nationales sous l'angle de la nutrition et plusieurs réunions régionales de la FAO se sont axées sur l'agriculture en faveur de la nutrition. Plusieurs réunions du bureau régional de la PAM ont abordé le sujet de l'engagement auprès de SUN. Dans un nombre croissant de pays, les agences des Nations Unies se rassemblent au sein des plateformes SUN pour harmoniser leur approche de la nutrition.

## Autres groupes de parties prenantes

Parallèlement aux cinq réseaux établis, des équipes transversales sont mises en place au sein du secrétariat SUN pour apporter leur expertise spécifique au reste du Mouvement SUN. Le premier groupe sur la mobilisation et la communication est déjà constitué.

### a) Mobilisation et communication

L'efficacité de la mobilisation et de la communication est essentielle pour convaincre les sociétés de se concentrer sur la nutrition. Bien que chaque réseau SUN possède son propre axe de mobilisation et de communication, les spécialistes ont besoin de documents consacrés à la mobilisation, de messages coordonnés et du partage des meilleures pratiques pour accomplir leur travail.

Jusqu'en septembre 2011, le groupe de travail de SUN sur la mobilisation et la communication s'est rassemblé autour d'événements clés, tels que la réunion de haut niveau sur la nutrition qui a eu lieu à New York en septembre 2011 et la réunion annuelle du Forum économique mondial en janvier 2012. Le public était aussi bien interne qu'externe aux organisations.

En 2012, l'équipe SUN de mobilisation et de communication (Advocacy and Communication Team, ACT), a été fondée pour continuer ce travail, au niveau international et national, avec pour objectif de maintenir la transparence au sein du Mouvement SUN. Installée au sein du secrétariat SUN, son but est de garantir une communication claire et fiable au sein et au-delà du Mouvement SUN. L'équipe se concentre sur les points suivants : la nécessité de l'investissement en matière de nutrition, l'importance de la nutrition pour un développement social et économique national durable et l'obtention de résultats au sein des pays SUN.

La mobilisation locale se traduit par l'engagement de nombreux acteurs issus de multiples secteurs et soutient la mobilisation durable des financements à travers des preuves évidentes des progrès réalisés. L'équipe SUN ACT tire parti des forces et des ressources des parties prenantes au sein du mouvement au niveau mondial et garantit ainsi un engagement cohérent et crédible lors des événements importants.

**b) Connaissance et recherche :** les groupes de travail chargés de la connaissance et de la recherche sont formés dans l'objectif spécifique de partager et de construire un service de nutrition au sein des pays SUN et plus précisément dans les domaines suivants :

- développement des systèmes agricoles et alimentaires ;
- services de santé, afin de garantir le traitement optimal des personnes atteintes de malnutrition aigüe.

*« Le monde sera changé pour toujours si chaque enfant est correctement nourri pendant la période clé des mille premiers jours de sa vie .»*

David Nabarro,  
Représentant spécial du Secrétaire  
général des Nations Unies  
pour la sécurité alimentaire,  
janvier 2012

**Suivi des fonds investis dans la nutrition :** un groupe de travail chargé du suivi des fonds investis dans la nutrition est mis en place afin que les pays SUN puissent mieux évaluer si les investissements axés sur la nutrition et le développement en faveur de la nutrition sont en hausse.

**Validation des résultats :** un groupe de travail chargé de la validation des résultats sera créé pour permettre aux pays SUN de garantir la qualité de leurs systèmes de recueil de données et de bénéficier d'une approche cohérente pour mesurer les progrès de SUN et l'impact de leurs efforts.

## CHAPITRE 5: LA VOIE À SUIVRE

### Continuer sur notre lancée

La deuxième année de SUN a prouvé que l'énergie autour de son lancement n'était pas un événement unique. La dynamique politique a pris une plus grande ampleur en 2011 et en 2012 et a attiré un nombre croissant de sympathisants dans un nombre croissant de pays. Les responsables internationaux ont reconnu l'importance critique d'investir pour la nutrition afin de garantir la santé et la richesse dans le monde futur, mais aussi pour augmenter la résistance en ces temps de troubles climatiques et économiques. Cependant, cette dynamique continue ne peut être tenue pour acquise. Elle a besoin d'être entretenue avec soin au moyen d'une mobilisation et d'un message cohérents, mais surtout par l'apport de preuves que l'approche SUN fonctionne.

### Mettre en avant nos réalisations

À partir de l'année 2013, les pays du Mouvement SUN devront de plus en plus mettre en avant leurs réussites. Il serait intéressant que les autorités nationales nous indiquent dans quelle mesure les actions entreprises par le mouvement les ont aidées à obtenir des réductions mesurables du retard de croissance, de l'émaciation et d'autres indicateurs de sous-nutrition. Les responsables nationaux (dont les ministres des Finances) et les sources de ressources externes (donateurs, banques de développement et fondations) attendent de pouvoir constater ce qui a été réalisé en termes de progrès et d'impact.

La stimulation des actions et des réalisations performantes autour de la nutrition est un projet qui s'étend sur le long terme. Les parties engagées dans le Mouvement SUN comprennent qu'il est important d'organiser leurs attentes dans le cadre de l'aide qu'elles apportent aux pays pour réaliser des tâches chronophages essentielles pour la durabilité, telles que la construction de plateformes multi-acteurs, la détermination de stratégies communes et l'organisation de programmes et d'investissements futurs autour des cadres de résultats qui ont été convenus.

## Maintenir le consensus

La nouvelle stratégie SUN est essentielle pour obtenir des résultats, mais il ne s'agit pas seulement de la faire adopter par le Groupe Principal. Cette stratégie n'aura de sens que lorsqu'elle sera appliquée à chaque pays SUN et, pour ce faire, il faudra faire perdurer l'entraide et le consensus entre toutes les parties prenantes de SUN.

Alors que le renforcement de la nutrition commence à s'opérer, les difficultés de maintien du consensus risquent d'augmenter. De nouvelles sources de financement sont identifiées et le débat risque de se propager dans les domaines où ces finances doivent être focalisées. Par ailleurs, le développement des réseaux SUN peut entraîner de nouvelles tensions entre les différents groupes de parties prenantes.

Les demandes de validation d'informations et de gestion efficace des connaissances augmentent au même rythme que la portée internationale de SUN. Les nouveaux groupes de travail SUN contribueront à répondre à ces besoins, mais ces derniers ne pourront être satisfaits qu'à travers une coopération spontanée entre les organisations et les pays participants. Ce ne sera pas toujours chose facile, mais c'est la seule manière fiable d'obtenir un renforcement durable de la nutrition.

Malgré ces défis, le rythme de progression en 2012 est de bon augure pour le futur. Le chemin sera semé d'embûches, mais la sous-nutrition obtient enfin l'attention qu'elle requiert. La volonté politique est présente et les preuves d'actions efficaces seront bientôt fournies. C'est déjà une avancée historique.

# ANNEXES



**ANNEXE 1:**
**Code international de commercialisation des substituts du lait maternel**

Pays SUN	Statut juridique du code	Champ d'application du code	Mécanisme de mise en oeuvre et de contrôle
Bangladesh	Nombreuses dispositions dans la législation	0 à 24 mois	Inopérational
Bénin	Pleinement intégré dans la législation	0 à 12 mois	Totalement opérationnel
Burkina Faso	Pleinement intégré dans la législation		
Éthiopie	Quelques dispositions dans la législation		<i>(nouveau projet de loi déposé)*</i>
République de Gambie	Pleinement intégré dans la législation		
Ghana	Pleinement intégré dans la législation	Aucune limite d'âge	Totalement opérationnel
Guatemala	Pleinement intégré dans la législation		Totalement opérationnel
Haïti	Projet de mesures en attente d'approbation finale		
Indonésie	Nombreuses dispositions dans la législation		
République du Kirghizstan	Nombreuses dispositions dans la législation		
RDP Lao	Nombreuses dispositions dans la législation		<i>(nouveau projet de loi déposé)*</i>
Madagascar	Pleinement intégré dans la législation	0 à 6 mois	Partiellement opérationnel
Malawi	Nombreuses dispositions dans la législation		
Mali	Nombreuses dispositions dans la législation		
Mauritanie	En cours d'étude		
Mozambique	Pleinement intégré dans la législation	0 à 36 mois	Partiellement à totalement opérationnel
Namibie	Projet de mesures en attente d'approbation finale		
Népal	Pleinement intégré dans la législation		Inopérational
Niger	Nombreuses dispositions dans la législation	0 à 60 mois	Totalement opérationnel
Nigéria	Nombreuses dispositions dans la législation	0 à 36 mois	Totalement opérationnel
Pérou	Pleinement intégré dans la législation	0 à 24 mois	Totalement opérationnel
Rwanda	Projet de mesures en attente d'approbation finale		
Sénégal	Nombreuses dispositions dans la législation		
Sierra Leone	Projet de mesures en attente d'approbation finale		
Tanzanie	Pleinement intégré dans la législation	0 à 12 mois	Totalement opérationnel
Ouganda	Pleinement intégré dans la législation		
Zambie	Nombreuses dispositions dans la législation	0 à 24 mois	Totalement opérationnel
Zimbabwe	Pleinement intégré dans la législation	0 à 60 mois	Totalement opérationnel

**Source:** Rapport périodique sur la mise en place du code international de commercialisation des substituts du lait maternel et sur les résolutions ultérieures de l'Assemblée mondiale de la santé (WHA, World Health Assembly) s'y rattachant ; juin 2012

\* informations complémentaires fournies par les pays



**ANNEXE 2:****Cadre juridique de la maternité**

<b>Pays SUN</b>	<b>Durée du congé</b> <i>(Minimum recommandé : 14 semaines)</i>	<b>% du salaire</b> <i>(Minimum recommandé : 2/3 du dernier salaire)</i>	<b>Source de financement du salaire</b>
Bangladesh	16 semaines <i>(24 semaines)*</i>	100%	Responsabilité de l'employeur
Bénin	14 semaines	100%	Sécurité sociale : 50 % Employeur : 50 %
Burkina Faso	14 semaines	100%	Sécurité sociale : 50 % Employeur : 50 %
Éthiopie	90 jours	100%	Responsabilité de l'employeur
République de Gambie	12 semaines <i>(6 mois)*</i>	100%	Responsabilité de l'employeur
Ghana	14 semaines	100%	Responsabilité de l'employeur
Guatemala	84 jours	100%	Sécurité sociale : 2/3 Employeur : 1/3
Haïti	12 semaines	100% pendant 6 semaines	Responsabilité de l'employeur
Indonésie	3 mois	100%	Responsabilité de l'employeur
République du Kirghizstan	126 jours	100 % pendant les dix premiers jours 10 fois le salaire minimum pour les jours restants	État (l'employeur paye et se fait rembourser)
RDP Lao	90 jours	100%	Sécurité sociale
Madagascar	14 semaines	100%	Sécurité sociale : 50 % Employeur : 50 %
Malawi	8 semaines	100%	Responsabilité de l'employeur
Mali	14 semaines	100%	Sécurité sociale
Mauritanie	14 semaines	100%	Sécurité sociale
Mozambique	60 jours	100%	Responsabilité de l'employeur
Namibie	12 semaines	100%	Sécurité sociale
Népal	52 jours	100%	Responsabilité de l'employeur
Niger	14 semaines	50%	Sécurité sociale

**ANNEXE 2:****Cadre juridique de la maternité (cont.)**

<b>Pays SUN</b>	<b>Durée du congé</b> <i>(Minimum recommandé : 14 semaines)</i>	<b>% du salaire</b> <i>(Minimum recommandé : 2/3 du dernier salaire)</i>	<b>Source de financement du salaire</b>
Nigéria	12 semaines	50%	Responsabilité de l'employeur
Pérou	90 jours	100%	Sécurité sociale
Rwanda	12 semaines	100 % pendant les 6 premières semaines 20 % pour les 6 semaines restantes	Responsabilité de l'employeur
Sierra Leone	12 semaines	100%	Responsabilité de l'employeur
Sénégal	14 semaines	100%	Sécurité sociale
Tanzanie	84 jours	100%	Sécurité sociale
Ouganda	60 jours	100% le premier mois	Responsabilité de l'employeur
Zambie	12 semaines	100%	Responsabilité de l'employeur
Zimbabwe	16 semaines	100%	Responsabilité de l'employeur

**Source:** La maternité au travail : une revue de la législation nationale / Base de données de l'OIT relatives aux conditions de travail et de l'emploi. Seconde édition. Genève : OIT, 2010

\* Informations complémentaires fournies par les pays lorsqu'elles diffèrent de la source.

### ANNEXE 3:

#### Situation relative à l'enrichissement de la farine

Pays SUN	Situation relative à l'enrichissement de la farine BLÉ	Situation relative à l'enrichissement de la farine MAÏS
Bangladesh	Volontaire	
Bénin	En prévision	Aucun enrichissement déclaré
Burkina Faso	En prévision	Aucun enrichissement déclaré
Éthiopie	En prévision	En cours d'étude
République de Gambie	Aucun enrichissement déclaré	Aucun enrichissement déclaré
Ghana	Obligatoire	
Guatemala	Obligatoire	
Haïti	Obligatoire	
Indonésie	Obligatoire	
République du Kirghizstan	Obligatoire	
RDP Lao		
Madagascar	Aucun enrichissement déclaré	Aucun enrichissement déclaré
Malawi	En prévision	Volontaire
Mali	Obligatoire	
Mauritanie	Obligatoire	
Mozambique	En prévision	
Namibie	Volontaire	Volontaire
Népal	Obligatoire	
Niger	En prévision	
Nigéria	Obligatoire	Obligatoire
Pérou	Obligatoire	
Rwanda	En prévision	
Sénégal	Obligatoire	Aucun enrichissement déclaré
Sierra Leone	Volontaire	Volontaire
Tanzanie	Obligatoire (finalisé)	
Ouganda	Volontaire	Volontaire
Zambie	Volontaire	Volontaire
Zimbabwe	Volontaire	Volontaire

Source: Initiative d'enrichissement de la farine, [www.sph.emory.edu](http://www.sph.emory.edu)

**REMARQUE :** ce tableau porte uniquement sur l'enrichissement de la farine. Les pays individuels présentent des rapports sur l'enrichissement à grande échelle des autres produits de base comme le sucre et l'huile. Un tableau distinct sera communiqué une fois que les tous les pays participant au Mouvement SUN auront fourni les informations les concernant.

**ANNEXE 4:**
**Cadre politique et juridique relative au renforcement de la nutrition**

Pays SUN	Mise à jour de la politique de nutrition et mise en place d'une stratégie	Mise à jour des politiques et stratégies de secteur relatif à la nutrition	Programmes de nutrition chiffrés
Bangladesh	Plan d'action (2011 à 2016)	Oui	En cours de finalisation
Bénin	Oui (2009)	Oui	Oui
Burkina Faso	Oui (2010 à 2015)	Oui	Oui
Éthiopie	Oui (2008 à 2013) ; mise à jour en cours	Oui	Oui
République de Gambie	Oui (politique de 2010 à 2020 ; programme de 2011 à 2015)	Oui	Oui
Ghana	Politique (2011) en cours de finalisation	Oui	Non
Guatemala	Oui (2009 à 2012) ; Programme « Faim Zéro » (2012)	Oui	Oui
Indonésie	Oui (2011 à 2015)	Oui	En cours de développement
République du Kirghizstan	Plan d'action en cours de développement	Oui	En cours de développement
RDP Lao	Oui (depuis 2008-2009)	Oui	Non
Madagascar	Plan d'action II (2012)	Oui	Oui
Malawi	Oui (depuis 2009)	Oui	Oui
Mali	Politique (2011) en cours d'approbation	Oui	Non
Mauritanie	Oui (jusqu'en 2015)	Oui	Oui ; dossier d'investissement en cours de développement
Mozambique	Oui (2011 à 2015)	Oui	Oui
Namibie	Oui (depuis 2010)	Oui	Oui (outil de mobilisation)
Népal	Oui (mise à jour en 2012)	Oui	Oui
Niger	Oui (politique de 2012 à 2021 ; programme de 2011 à 2015)	Oui	Oui
Nigéria	Oui (2004) ; nouvelle politique en cours de développement	Oui	Non
Pérou	Oui (2006) ; mise à jour en cours en 2012 conformément au système d'information sur la carence en micronutriments	Oui	Oui
Rwanda	Oui (2010 à 2013)	Oui	Oui
Sierra Leone	Plan de mise en oeuvre (2012) en cours de finalisation	Oui	En cours de finalisation

Pays SUN	Mise à jour de la politique de nutrition et mise en place d'une stratégie	Mise à jour des politiques et stratégies de secteur relatif à la nutrition	Programmes de nutrition chiffrés
Sénégal	Oui (2002 à 2011) ; mise à jour du plan stratégique (2012 à 2017) en cours	Oui	En cours de mise à jour
Tanzanie	Oui (jusqu'en 2015)	Oui	En cours de finalisation
Ouganda	Oui (2011 à 2016) ; projet de loi sur la sécurité alimentaire et la nutrition en cours d'adoption	Oui	Oui
Zambie	Oui (2011 à 2015)	Oui	Oui
Zimbabwe	Oui (stratégie de 2011 à 2013)	Oui	Oui

**Source:** Fiches sur les pays SUN, profils des pays SUN (pays d'Afrique occidentale) et informations fournies par les pays lors des téléconférences dans le réseau de pays

## **ANNEXE 5 : Groupe Principal SUN**

Son Excellence M. Armando Emilio Guebuza, Président du Mozambique

Son Excellence M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la Tanzanie

Son Excellence M. Sheikh Hasina, Premier ministre du Bangladesh

Son Excellence M. Nahas Angula, Premier ministre de la Namibie

Son Excellence M. Babu Ram Bhattarai, Premier ministre du Népal

Son Excellence Mme Ngozi Okonjo-Iweala, Ministre des Finances du Nigéria

Mme Nina Sardjunani, Sous-ministre à la planification du développement de l'Indonésie

Mme Nadine Heredia, Première dame du Pérou

Dr Ibrahim Mayaki, PDG de NEPAD

M. Fazle Hasan Abed, Fondateur et Président, BRAC

M. Tom Arnold, PDG, Concern Worldwide

Mme Alessandra da Costa Lunas, Secrétaire générale, Confédération des paysans et des familles de producteurs du Mercosur élargi (COPROFAM)

Dr Marie Pierre Allié, Présidente, Médecins sans frontières France

Dr Hélène Gayle, Présidente et PDG, CARE USA

Son Excellence M. Julian Fantino, Ministre de la Coopération internationale, Canada

Son Excellence M. Andris Piebalgs, Commissaire en charge de la coopération au développement, CE

M. Bruno Le Maire, Membre du Parlement et Ancien ministre de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Pêche, France, de 2009 à 2012

M. Rajiv Shah, Administrateur, Agence américaine pour le développement international

Mme Vinita Bali, Directrice générale, Britannia Industries

M. Paul Polman, PDG, Unilever

Mme Ertharin Cousin, Directrice exécutive du Programme Alimentaire Mondial et Représentante du Comité permanent de la nutrition de l'ONU

Mme Tamar Manuelyan Atinc, Vice-Présidente, développement humain, Banque mondiale

Dr Chris Elias, Président, développement international, Fondation Bill et Melinda Gates

M. Jay Naidoo, Président du conseil d'administration, Global Alliance for Improved Nutrition

Mme Mary Robinson, Présidente, Fondation Mary Robinson, Climate Justice

Dr Anthony Lake, Membre du Groupe Principal et Directeur exécutif du Mouvement du renforcement de la nutrition, UNICEF

Dr David Nabarro, Coordonnateur, Mouvement du renforcement de la nutrition et Représentant spécial du Secrétaire général pour la sécurité alimentaire et la nutrition













**SECRETARIAT DU MOUVEMENT SUN**  
Téléphone : +41 22 917 1189  
[www.scalingupnutrition.org](http://www.scalingupnutrition.org)